

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 2148

[2007/201675]

19 AVRIL 2007. — Décret-cadre modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine en vue de promouvoir la performance énergétique des bâtiments (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret-cadre transpose partiellement la Directive 2002/91/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 sur la performance énergétique des bâtiments (P.E.B.).

Art. 2. L'intitulé du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine devient : "Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie" (CWATUPE).

Art. 3. Dans l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code, entre le mot "économiques," et les mots "de mobilité,", est inséré le mot "énergétiques,".

Art. 4. Dans l'article 85, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code est inséré un 4^o rédigé comme suit :

« 4^o de l'existence, le cas échéant, du certificat de performance énergétique visé à l'article 237/1, 13^o. »

Art. 5. Dans l'article 86 du même Code est inséré un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. Pour des motifs liés à la performance énergétique des bâtiments, le permis d'urbanisme peut être refusé ou assorti de conditions que le collège communal, le fonctionnaire délégué ou le Gouvernement jugent utile d'imposer au demandeur. »

Art. 6. Dans l'article 91 du même Code est inséré, entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3, un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Pour des motifs liés à la performance énergétique des bâtiments, le permis de lotir peut être refusé ou assorti de conditions que le collège communal, le fonctionnaire délégué ou le Gouvernement jugent utile d'imposer au demandeur. »

Art. 7. Dans l'article 134 du même Code est inséré, avant l'alinéa 1^{er}, l'alinéa qui suit :

« Le titulaire du permis avertit, par envoi, le collège communal et le fonctionnaire délégué du début des actes et travaux, quinze jours avant leur commencement. »

Art. 8. Dans l'article 150bis, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code est inséré un 8^o rédigé comme suit :

« 8^o si le bien immobilier a fait l'objet d'un certificat de performance énergétique au sens du titre V du Livre IV. »

Dans l'article 150bis, § 2, alinéa 3, in fine, du même Code sont insérés les termes qui suivent :

« Lorsqu'elle est jointe à la demande de certificat, l'appréciation porte également sur les recommandations formulées dans l'étude de faisabilité technique, environnementale et économique au sens de l'article 237/1, 9^o. »

Art. 9. Dans l'article 158, alinéa 1^{er}, du même Code est inséré un 5^o rédigé comme suit :

« 5^o soit ne sont pas conformes aux dispositions du Livre IV. »

Art. 10. Est inséré, dans le même Code, un nouveau Livre IV rédigé comme suit :

« Livre IV. Dispositions relatives à la performance énergétique des bâtiments.

TITRE 1^{er}. — Définitions

Art. 237/1. Pour l'application du présent Livre, on entend par :

1^o permis : le permis d'urbanisme visé aux articles 84, § 1^{er}, 126 et 127, ou le permis unique visé à l'article 1^{er}, 12^o, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

2^o bâtiment :

- soit toute construction dotée d'un toit, d'un plancher et de murs ou parois séparant le volume intérieur de l'air et du sol extérieurs, dans laquelle de l'énergie est utilisée pour réguler le climat et qui est équipée d'un système indépendant de chauffage ou de climatisation;
- soit, lorsqu'il s'agit d'un immeuble à appartements ou composé de plusieurs unités avec des destinations différentes, toute construction dotée d'un toit, d'un plancher et de murs ou parois séparant le volume intérieur de l'air et du sol extérieurs, dans laquelle de l'énergie est utilisée pour réguler le climat et qui est équipée d'au moins un système indépendant de chauffage ou de climatisation;

3^o superficie utile totale : somme des surfaces des différents niveaux du bâtiment calculées entre les murs ou parois extérieurs; l'épaisseur de ces murs ou parois n'est pas prise en compte dans cette somme;

- 4° enveloppe : ensemble des parois ou des murs du bâtiment qui sépare le volume intérieur de l'air et du sol extérieurs;
- 5° performance énergétique d'un bâtiment (P.E.B.) : quantité d'énergie effectivement consommée ou estimée pour répondre aux différents besoins liés à une utilisation standardisée du bâtiment, qui peut inclure le chauffage, l'eau chaude, le système de refroidissement éventuel, la ventilation et l'éclairage; cette quantité, exprimée par un ou plusieurs indicateurs numériques, résulte d'un calcul tenant compte de l'isolation, des caractéristiques techniques et des caractéristiques des installations, de la conception et de l'implantation, eu égard aux paramètres climatiques, à l'exposition solaire et à l'incidence des structures avoisinantes, de l'autoproduction d'énergie et d'autres facteurs, y compris le climat intérieur, qui influencent la demande d'énergie;
- 6° cogénération à haut rendement : cogénération qui satisfait aux critères définis à l'annexe III de la Directive 2004/8/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 concernant la promotion de la cogénération sur la base de la demande de chaleur utile dans le marché intérieur de l'énergie et modifiant la Directive 92/42/CEE;
- 7° pompe à chaleur : dispositif ou installation qui prélève de la chaleur à basse température, dans l'air, l'eau ou la terre pour la fournir au bâtiment;
- 8° exigences P.E.B. : ensemble des conditions auxquelles doit répondre un bâtiment en matière de performance énergétique;
- 9° étude de faisabilité technique, environnementale et économique : document qui, au regard des objectifs du projet, contient une liste de mesures d'économie d'énergie satisfaisant à des critères "coût-efficacité";
- 10° engagement P.E.B. : document par lequel le déclarant et le responsable P.E.B. déclarent sur l'honneur avoir pris connaissance des exigences P.E.B. et des sanctions applicables en cas de non-respect de celles-ci;
- 11° déclaration P.E.B. initiale : document qui décrit les mesures à mettre en œuvre pour atteindre les exigences P.E.B. et qui comprend une estimation du résultat attendu du calcul de la P.E.B.;
- 12° déclaration P.E.B. finale : document qui décrit les mesures mises en œuvre afin de respecter les exigences P.E.B. et qui comprend le résultat du calcul de la performance énergétique du bâtiment;
- 13° certificat P.E.B. : document qui décrit la situation réelle du bâtiment en indiquant le résultat du calcul de la performance énergétique, exprimé par un ou plusieurs indicateurs numériques ou alphabétiques;
- 14° système de climatisation : une combinaison de toutes les composantes nécessaires pour assurer une forme de traitement de l'air dans un bâtiment, par laquelle la température est contrôlée ou peut être abaissée, éventuellement en conjugaison avec un contrôle de l'aération, de l'humidité et/ou de la pureté de l'air.

TITRE II. — *Champ d'application*

Art. 237/2. Le présent Livre s'applique à tout bâtiment visé à l'article 237/1, 2°, à l'exception :

- 1° des bâtiments servant de lieu de culte;
- 2° des bâtiments repris à l'inventaire du patrimoine visé à l'article 192 ainsi que des bâtiments visés à l'article 185, alinéa 2, *a.* et *b.*, qui sont classés ou inscrits sur la liste de sauvegarde, lorsque les exigences P.E.B. sont de nature à modifier leur caractère ou leur apparence de manière incompatible avec les objectifs poursuivis par les mesures de protection visées;
- 3° des bâtiments industriels, des ateliers et des bâtiments agricoles non résidentiels, faibles consommateurs d'énergie;
- 4° des constructions provisoires prévues pour une durée d'utilisation de deux ans ou moins;
- 5° des bâtiments neufs d'une superficie utile totale inférieure à 50 m²;
- 6° des bâtiments existants non résidentiels utilisés par des entreprises qui adhèrent à une convention environnementale sectorielle au sens des articles D.82 et suivants du Code de l'Environnement visant à améliorer leur efficacité énergétique à court, à moyen et à long terme;
- 7° des bâtiments existants qui font l'objet de travaux de rénovation importants lorsque les exigences P.E.B. ne peuvent pas techniquement, fonctionnellement ou économiquement être respectées.

Le Gouvernement peut définir les modalités d'application du présent article.

TITRE III. — *Méthode de calcul de la performance énergétique des bâtiments*

Art. 237/3. La performance énergétique des bâtiments au sens de l'article 237/1, 5°, est calculée sur la base de la méthode définie par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine les modalités d'application de la méthode de calcul.

Art. 237/4. La méthode de calcul de la performance énergétique intègre au moins les éléments qui suivent :

- 1° les caractéristiques thermiques, notamment l'enveloppe et les subdivisions internes et l'étanchéité à l'air du bâtiment;
- 2° les équipements de chauffage et d'approvisionnement en eau chaude, y compris leurs caractéristiques en matière d'isolation;
- 3° l'installation de climatisation;
- 4° la ventilation, en ce compris la ventilation naturelle;
- 5° l'implantation, la compacité et l'orientation du bâtiment, en ce compris le climat extérieur et l'implantation au sein d'un groupe de bâtiments;
- 6° les systèmes solaires passifs et la protection solaire;
- 7° la qualité climatique intérieure, en ce compris le climat intérieur prévu;
- 8° pour le secteur non résidentiel, l'éclairage naturel et l'installation d'éclairage intégrée.

Le cas échéant, sont également pris en considération les éléments qui suivent :

- 1° les systèmes solaires actifs et autres systèmes de chauffage et de production d'électricité qui font appel aux sources d'énergie renouvelables;
- 2° l'électricité et la chaleur produites par une installation de cogénération à haut rendement;
- 3° les systèmes de chauffage et de refroidissement urbains ou collectifs;
- 4° l'éclairage naturel.

Art. 237/5. Pour l'application de la méthode de calcul, le bâtiment dans son ensemble ou les parties de bâtiment conçues ou modifiées pour être utilisées séparément sont classés selon les destinations qui suivent :

- 1° les habitations individuelles;
- 2° les immeubles à appartements;
- 3° les immeubles d'hébergement collectif;
- 4° les immeubles de bureaux et de services, en ce compris les immeubles utilisés pour l'exercice d'une profession libérale;
- 5° les bâtiments destinés à l'enseignement;
- 6° les hôpitaux et cliniques;
- 7° les bâtiments du secteur HORECA;
- 8° les installations sportives;
- 9° les bâtiments qui abritent les commerces;
- 10° les autres types de bâtiments en fonction de la spécificité de leur consommation d'énergie.

Art. 237/6. Le Gouvernement adapte les paramètres de la méthode de calcul selon qu'elle est appliquée à la détermination du niveau de performance énergétique atteint par :

- 1° un bâtiment neuf visé à l'article 237/10;
- 2° un bâtiment existant visé à l'article 237/9;
- 3° un autre bâtiment visé à l'article 237/11;
- 4° un bâtiment visé à l'article 237/28.

Art. 237/7. Lorsqu'il est fait usage de concepts ou technologies novateurs non pris en compte dans la méthode de calcul en vigueur, le déclarant P.E.B. peut solliciter du Gouvernement l'autorisation de recourir à une méthode de calcul alternative permettant d'apprécier correctement si le bâtiment atteint les exigences P.E.B. Le Gouvernement peut accorder cette autorisation si la performance des concepts et technologies novateurs est démontrée.

Art. 237/8. Le Gouvernement évalue, au moins tous les cinq ans, la méthode de calcul de la performance énergétique des bâtiments et peut l'adapter en tenant compte des progrès techniques et technologiques réalisés dans le secteur du bâtiment.

TITRE IV. — Exigences de performance énergétique des bâtiments

CHAPITRE I^{er}. — Champ d'application

Art. 237/9. Pour autant qu'il soit soumis à permis au sens de l'article 237/1, 1°, est tenu au respect des exigences P.E.B. tout bâtiment existant d'une superficie utile totale supérieure à 1 000 m², qui fait l'objet de travaux de rénovation importants, c'est-à-dire :

- soit lorsqu'il fait l'objet de travaux portant sur au moins un quart de son enveloppe;
- soit lorsque le coût total de la rénovation portant sur l'enveloppe ou sur les installations énergétiques est supérieur à 25 % de la valeur du bâtiment; la valeur du bâtiment ne comprend pas la valeur du terrain sur lequel le bâtiment est sis.

Art. 237/10. Pour autant qu'il soit soumis à permis au sens de l'article 237/1, 1°, est tenu au respect des exigences P.E.B. tout bâtiment neuf, c'est-à-dire tout bâtiment à construire ou à reconstruire.

En outre, pour tout bâtiment neuf visé à l'alinéa 1^{er} d'une superficie utile totale supérieure à 1 000 m², une étude de faisabilité technique, environnementale et économique est requise.

Art. 237/11. Le Gouvernement peut soumettre au respect des exigences P.E.B. d'autres bâtiments que ceux visés au présent chapitre.

Le Gouvernement soumet au respect des exigences P.E.B. les actes et travaux visés à l'article 84, § 2, alinéa 2, 1°.

CHAPITRE II. — Détermination des exigences minimales de performance énergétique

Art. 237/12. Les exigences P.E.B. ont pour objectif d'atteindre un niveau minimal de performance énergétique des bâtiments ou d'améliorer la performance énergétique des bâtiments.

Le Gouvernement se fonde sur la méthode de calcul de la performance énergétique des bâtiments pour déterminer les exigences P.E.B.

Les exigences doivent tenir compte des conditions générales qui caractérisent le climat intérieur.

Les exigences P.E.B. ne peuvent pas entrer en contradiction avec d'autres exigences essentielles, telles que l'accessibilité, la sécurité et l'affectation du bâtiment. En cas de rénovation d'un bâtiment existant, les exigences P.E.B. ne peuvent pas être incompatibles avec la fonction, la qualité ou le caractère donné au bâtiment.

Art. 237/13. Les exigences P.E.B. sont fixées soit pour le bâtiment dans son ensemble, soit pour des parties de bâtiment conçues ou modifiées pour être utilisées séparément.

Toutefois, en cas de rénovation d'un bâtiment existant, les exigences P.E.B. peuvent ne concerner que les systèmes ou les composants en relation avec la P.E.B.

Art. 237/14. Les exigences P.E.B. peuvent être différenciées :

- 1° en fonction du type de bâtiment : neuf ou existant;
- 2° en fonction de la destination du bâtiment;
- 3° en fonction de l'âge du bâtiment;
- 4° en fonction de la superficie utile totale du bâtiment;
- 5° en fonction de l'implantation du bâtiment : mitoyen "2 façades", mitoyen "3 façades" ou isolé;
- 6° le cas échéant, en fonction de la nature des travaux de rénovation importants envisagés.

Art. 237/15. Le Gouvernement évalue les exigences P.E.B. au moins tous les cinq ans et, au besoin, les adapte afin de tenir compte des progrès techniques et technologiques dans le secteur du bâtiment.

CHAPITRE III. — *Etude de faisabilité technique, environnementale et économique*

Art. 237/16. L'étude de faisabilité technique, environnementale et économique analyse la possibilité de recourir à des systèmes alternatifs de production et d'utilisation d'énergie, tels que :

- 1° les systèmes décentralisés d'approvisionnement en énergie basés sur des sources d'énergie renouvelables;
- 2° la cogénération à haut rendement;
- 3° les systèmes de chauffage ou de refroidissement urbains ou collectifs, s'ils existent;
- 4° les pompes à chaleur.

L'étude de faisabilité technique, environnementale et économique comprend au moins les éléments suivants :

- la présentation des besoins énergétiques à satisfaire et les consommations d'énergie;
- une estimation du calcul de dimensionnement technique et les grandeurs de référence ainsi que les hypothèses de travail utilisées pour ce calcul;
- le cas échéant, une évaluation des contraintes d'utilisation, notamment en termes de maintenance, de disponibilité et de type de combustible envisagé;
- une évaluation des économies d'énergie;
- une estimation du coût économique et du temps de retour.

Le Gouvernement peut compléter le contenu de l'étude de faisabilité technique, environnementale et économique.

Art. 237/17. Le Gouvernement peut déterminer la forme de l'étude de faisabilité technique, environnementale et économique.

CHAPITRE IV. — *Missions du déclarant, du responsable P.E.B. et de l'auteur de l'étude de faisabilité technique, environnementale et économique*

Art. 237/18. § 1^{er}. Le déclarant P.E.B. est la personne physique ou morale tenue de respecter les exigences P.E.B., qui est :

- 1° soit le maître d'ouvrage;
- 2° soit l'acquéreur lorsque les conditions suivantes sont remplies simultanément :
 - a. l'acte de vente précise que l'obligation de notifier la ou les déclarations P.E.B. initiale ou finale a été transférée à l'acquéreur;
 - b. l'acte de vente vise et reprend en annexe un rapport signé par le maître d'ouvrage, le responsable P.E.B. et l'acquéreur, qui comprend :
 - soit, lors de la vente sur plan d'un bâtiment à construire, un descriptif de toutes les mesures qui doivent être mises en œuvre pour répondre aux exigences P.E.B.;
 - soit, lors de la vente d'un bâtiment en cours de construction, un descriptif de toutes les mesures qui ont été mises en œuvre ou qui doivent être exécutées pour répondre aux exigences P.E.B.

§ 2. Le déclarant est tenu de joindre à la demande de permis ou de notifier, dans les forme et délai prévus au chapitre 5, l'engagement P.E.B., la déclaration P.E.B. initiale, la déclaration P.E.B. finale, ainsi que, le cas échéant, l'étude de faisabilité technique, environnementale et économique.

Art. 237/19. § 1^{er}. Le responsable P.E.B. est la personne, physique ou morale, désignée par le déclarant, qui est :

- soit l'architecte du projet;
- soit la personne agréée par le Gouvernement; le Gouvernement agréée, selon les critères et la procédure qu'il arrête, les personnes qui peuvent être chargées de la mission de responsable P.E.B.

§ 2. Le responsable P.E.B. est chargé de la conception et de la description des mesures à mettre en œuvre pour atteindre les exigences P.E.B. ainsi que du contrôle de l'exécution des travaux relatifs à la P.E.B.

L'architecte, l'entrepreneur et le déclarant sont tenus de fournir au responsable P.E.B. tout document ou toute information nécessaire au suivi du projet. Le responsable P.E.B. a librement accès au chantier dans une mesure nécessaire à l'exercice des missions confiées.

Lorsque le responsable P.E.B. constate, en cours de réalisation du projet, que celui-ci s'écarte ou pourrait s'écarter des exigences P.E.B. qui s'appliquent, il en informe immédiatement, par envoi, le déclarant et l'architecte chargé du contrôle de l'exécution des travaux si ce dernier n'est pas le responsable P.E.B.

Le responsable P.E.B. répond envers le déclarant de l'impossibilité qui résulte de son fait de notifier, dans le délai visé au chapitre 5, la déclaration P.E.B. initiale ou la déclaration P.E.B. finale.

Art. 237/20. L'auteur de l'étude de faisabilité technique, environnementale et économique est la personne, physique ou morale, désignée par le déclarant, qui est chargée de l'élaboration de l'étude de faisabilité technique, environnementale et économique.

Le Gouvernement agréée, selon les critères et la procédure qu'il arrête, les personnes qui peuvent être chargées de la mission d'auteur de ladite étude.

CHAPITRE V. — *Procédures*Section 1^{re}. — *Bâtiments pour lesquels une étude de faisabilité technique, environnementale et économique est requise*

Art. 237/21. La présente section est applicable à tout bâtiment neuf visé à l'article 237/10, alinéa 2.

Art. 237/22. § 1^{er}. Sous peine d'irrecevabilité, l'engagement P.E.B. ainsi que l'étude de faisabilité technique, environnementale et économique sont joints au dossier de demande de permis.

L'engagement P.E.B. contient, outre les éléments visés à l'article 237/1, 10°, les choix des techniques et des dispositifs envisagés en fonction des recommandations formulées dans l'étude de faisabilité technique, environnementale et économique.

§ 2. La déclaration P.E.B. initiale est établie par le responsable P.E.B. et signée par celui-ci et le déclarant. L'envoi visé à l'article 134, alinéa 1^{er}, comprend la déclaration P.E.B. initiale.

§ 3. La déclaration P.E.B. finale est établie par le responsable P.E.B. et signée par celui-ci et le déclarant. Elle est adressée par le déclarant, par envoi, au collège communal ou déposée, contre récépissé, à la maison communale :

- dans les six mois de la réception des actes et travaux ou,
- à défaut de réception, dans les dix-huit mois, soit de l'occupation du bâtiment, soit de l'achèvement du chantier. La survenance du premier de ces deux événements constitue le point de départ du délai de dix-huit mois.

Dans le même délai, le déclarant adresse, par envoi au fonctionnaire délégué, une copie de la déclaration P.E.B. finale.

Section 2. — Bâtiments pour lesquels une étude de faisabilité technique, environnementale et économique n'est pas requise

Art. 237/23. La présente section est applicable à tout bâtiment existant visé à l'article 237/9 ainsi qu'à tout bâtiment neuf visé à l'article 237/10, alinéa 1^{er}.

Art. 237/24. § 1^{er}. Sous peine d'irrecevabilité, un engagement P.E.B. est joint à la demande de permis.

§ 2. La déclaration P.E.B. initiale est établie par le responsable P.E.B. et signée par celui-ci et le déclarant. L'envoi visé à l'article 134, alinéa 1^{er}, comprend la déclaration P.E.B. initiale.

§ 3. La déclaration P.E.B. finale est établie par le responsable P.E.B. et signée par celui-ci et le déclarant. Elle est adressée par le déclarant, par envoi, au collège communal, ou déposée, contre récépissé, à la maison communale :

- dans les six mois de la réception des actes et travaux ou,
- à défaut de réception, dans les dix-huit mois, soit de l'occupation du bâtiment, soit de l'achèvement du chantier. La survenance du premier de ces deux événements constitue le point de départ du délai de dix-huit mois.

Dans le même délai, le déclarant adresse, par envoi, au fonctionnaire délégué une copie de la déclaration P.E.B. finale.

Section 3. — Autres bâtiments

Art 237/25. Le Gouvernement détermine la procédure applicable aux autres bâtiments visés à l'article 237/11.

Section 4. — Modalités

Art. 237/26. Le Gouvernement détermine la forme, le contenu ainsi que les modalités d'application de l'engagement P.E.B., de la déclaration P.E.B. initiale et de la déclaration P.E.B. finale.

TITRE V. — Certificat de performance énergétique des bâtiments

CHAPITRE I^{er}. — Champ d'application

Art. 237/27. Le certificat P.E.B., établi sur la base de la méthode de calcul définie au titre III, contient les valeurs de référence qui permettent l'évaluation de la performance énergétique du bâtiment ainsi que les recommandations qui visent l'amélioration, selon des critères "coût-efficacité", de la P.E.B.

Le Gouvernement détermine la forme, le contenu ainsi que les modalités d'application du certificat P.E.B.

Art. 237/28. § 1^{er}. Pour tout bâtiment à construire ou en cours de construction, le propriétaire est tenu de disposer du certificat P.E.B. à l'issue des actes et travaux, selon les modalités visées à l'article 237/31.

Pour tout bâtiment existant, le propriétaire ou le titulaire de droit réel est tenu de disposer du certificat P.E.B., selon les modalités visées à l'article 237/31 :

- lors de l'établissement d'un acte qui confère un droit personnel de jouissance;
- lors de l'établissement de tout acte déclaratif, translatif ou constitutif d'un droit réel, à l'exclusion de l'hypothèque ou de l'antichrèse; ne sont toutefois pas visés les actes involontaires et les actes de partage pour sortir d'une indivision successorale.

En cas de location, le propriétaire est tenu de mettre le certificat P.E.B. à la disposition du candidat locataire sur simple demande de ce dernier.

§ 2. Pour tout bâtiment de service public ou d'équipement communautaire ainsi que tout bâtiment occupé par les pouvoirs publics, ouvert au public et d'une superficie utile totale supérieure à 1 000 m², un certificat P.E.B. valable doit être affiché de manière lisible et visible par le public.

§ 3. Dans un même immeuble, pour les appartements ou pour les unités conçues pour des destinations différentes, la certification peut être établie sur la base :

- soit d'une certification commune pour l'ensemble de l'immeuble lorsque celui-ci est équipé d'un système de chauffage commun;
- soit de l'évaluation d'un autre appartement ou d'une autre unité représentatif situé dans le même immeuble.

Art. 237/29. La durée maximale de validité du certificat P.E.B. est de dix ans.

Le Gouvernement peut déterminer les modalités applicables au renouvellement du certificat P.E.B. A défaut, les règles relatives à l'élaboration du certificat P.E.B. sont applicables à son renouvellement.

CHAPITRE II. — Mission du certificateur P.E.B.

Art. 237/30. Le certificateur P.E.B. est la personne physique ou morale, désignée par le déclarant, qui est chargée d'établir le certificat P.E.B. visé à l'article 237/31, alinéa 1^{er}.

Le Gouvernement agréé, selon les critères et la procédure qu'il arrête, les personnes qui peuvent être chargées d'une mission de certificateur P.E.B.

CHAPITRE III. — *Procédures*

Art. 237/31. Le propriétaire ou le titulaire de droit réel visé à l'article 237/28, § 1^{er}, ainsi que le propriétaire de tout bâtiment visé à l'article 237/28, § 2, désigne le certificateur P.E.B. chargé d'établir le certificat P.E.B.

Par dérogation à l'alinéa précédent, pour la construction d'un bâtiment neuf visé à l'article 237/10, le certificat est établi et notifié par tout fonctionnaire et agent désigné par le Gouvernement sur la base de la déclaration P.E.B. finale.

Le Gouvernement détermine les modalités d'application du présent article.

TITRE VI. — *Dispositions favorisant la performance énergétique des bâtiments*

Art. 237/32. Aux fins de production d'eau chaude sanitaire, est obligatoire, pour tout bâtiment existant visé à l'article 237/9 et tout bâtiment neuf visé à l'article 237/10, le placement d'un ou plusieurs panneaux capteurs solaires thermiques ou de tout autre système qui permet une économie d'énergie au moins équivalente à l'économie générée par la pose de ces panneaux, lorsque leur placement est techniquement justifié et qu'un rendement minimal est assuré.

Le Gouvernement détermine les modalités d'application du présent article.

Art. 237/33. Les prescriptions des plans communaux d'aménagement et des règlements communaux d'urbanisme, ainsi que les plans et prescriptions visés à l'article 92, disposent que tout bâtiment soumis aux exigences de performance énergétique des bâtiments conformément au titre IV intègre, aux fins de production d'eau chaude sanitaire, un ou plusieurs panneaux capteurs solaires thermiques ou tout autre système qui permet une économie d'énergie au moins équivalente à l'économie générée par la pose de ces panneaux.

Art. 237/34. Dans la limite des crédits inscrits à cette fin au budget de la Région wallonne, le Gouvernement peut accorder des aides relatives à la performance énergétique des bâtiments, selon la forme et les conditions d'octroi qu'il détermine.

Dans le cadre de l'octroi des aides, le Gouvernement peut déterminer les critères à remplir pour être qualifié de bâtiment passif ou bâtiment à faible consommation d'énergie.

TITRE VII. — *Sanctions*CHAPITRE I^{er}. — *Du retrait de l'agrément*

Art. 237/35. Le Gouvernement détermine les règles de retrait de l'agrément des personnes visées aux articles 237/19, § 1^{er}, deuxième tiret, 237/20 et 237/30.

L'agrément peut être retiré temporairement ou définitivement, notamment lorsque le Gouvernement, après un premier avertissement dûment notifié, constate la qualité manifestement médiocre :

- 1° de la déclaration P.E.B. finale;
- 2° de l'étude de faisabilité technique, environnementale et économique;
- 3° du certificat P.E.B.

Lorsqu'il est constaté, en application de l'article 237/36, § 1^{er}, 4°, que le responsable P.E.B. n'a pas respecté les exigences P.E.B. dans le cadre de sa mission, l'agrément est retiré de plein droit.

CHAPITRE II. — *Des amendes administratives*

Art. 237/36. § 1^{er}. Sont sanctionnés d'une amende administrative, les manquements suivants :

- 1° pour le déclarant, le fait de ne pas procéder à la notification de la déclaration P.E.B. initiale;
- 2° pour le déclarant, le fait de ne pas procéder à la notification de la déclaration P.E.B. finale;
- 3° pour le responsable P.E.B., le fait de ne pas établir avec exactitude la déclaration P.E.B. finale;
- 4° pour le déclarant, pour le responsable P.E.B., pour l'architecte ou pour l'entrepreneur, chacun en ce qui le concerne, le fait de ne pas respecter les exigences P.E.B.;
- 5° pour le propriétaire ou pour le titulaire de droit réel, le fait de ne pas disposer, dans les hypothèses où il est requis, d'un certificat P.E.B. valable.

§ 2. Le montant de l'amende administrative est compris entre 250 euros et 50.000 euros.

Le Gouvernement précise les modalités d'application et de calcul de l'amende administrative.

Art. 237/37. § 1^{er}. Le fonctionnaire délégué, le fonctionnaire ou agent désigné par le Gouvernement, ainsi que le bourgmestre ou son délégué, ont qualité pour rechercher et constater par procès-verbal les manquements visés à l'article 237/36, § 1^{er}. A cet effet, ils disposent des prérogatives reconnues aux fonctionnaires et agents visés à l'article 156.

§ 2. Le procès-verbal est dressé par l'une des personnes visées au paragraphe 1^{er}. L'autorité qui dresse procès-verbal en informe immédiatement, par envoi, le contrevenant ainsi que les autres autorités visées au § 1^{er}. Cet envoi empêche toute autre autorité de dresser procès-verbal pour un même manquement.

La notification du procès-verbal mentionne les dispositions applicables ainsi que le lieu, la date et l'heure de l'audition préalable du contrevenant qui se tient au plus tôt vingt jours après l'envoi du procès-verbal. Il est dressé procès-verbal de l'audition.

§ 3. Après avoir mis le contrevenant, éventuellement assisté ou représenté par un avocat ou par un expert, en mesure de présenter ses moyens de défense lors de l'audition, l'autorité qui a dressé procès-verbal décide s'il y a lieu d'infliger une amende administrative et fixe le montant de l'amende administrative ainsi que l'échéance de paiement.

La décision du fonctionnaire délégué, de tout fonctionnaire et agent désigné par le Gouvernement, ou du bourgmestre ou son délégué, est dûment motivée et mentionne la faculté de recours et le délai d'introduction de celui-ci. La décision est notifiée, à peine de nullité, au contrevenant dans les trente jours de l'audition.

§ 4. Le versement du montant de l'amende administrative se fait :

- soit, lorsque l'amende est infligée par le fonctionnaire délégué ou tout fonctionnaire ou agent désigné par le Gouvernement, entre les mains du receveur de l'enregistrement au compte du Fonds Energie institué par le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz;
- soit, lorsque l'amende est infligée par le bourgmestre ou son délégué, entre les mains du receveur communal à un compte spécial du budget de la commune.

§ 5. Le bourgmestre peut, le cas échéant, déléguer ses compétences en matière d'amende administrative aux agents satisfaisants aux conditions fixées par l'article 119bis de la nouvelle loi communale.

Art. 237/38. Le contrevenant dispose d'un droit de recours contre la décision visée à l'article 237/37, § 3. Dans un délai de deux mois à peine de forclusion à compter de la date de réception de la décision, le recours est introduit par voie de requête devant le Tribunal de police. Le recours devant le Tribunal de police est un recours de pleine juridiction.

Le recours suspend l'exécution de la décision visée à l'article 237/37, § 3.

Le jugement du Tribunal de police n'est pas susceptible d'appel.

Art. 237/39. Si le contrevenant demeure en défaut de payer l'amende, la décision visée à l'article 237/37, § 3, ou le jugement du Tribunal de police coulé en force de chose jugée est transmis, en vue du recouvrement du montant de l'amende administrative, à la Division de la Trésorerie du Ministère de la Région wallonne.

Le montant de l'amende administrative est ensuite rétrocédé :

- soit, lorsque l'amende est infligée par le fonctionnaire délégué ou tout fonctionnaire et agent désigné par le Gouvernement, entre les mains du receveur de l'enregistrement au compte du Fonds Energie visé à l'article 237/37, § 4, premier tiret;
- soit, lorsque l'amende est infligée par le bourgmestre ou son délégué, entre les mains du receveur communal visé à l'article 237/37, § 4, second tiret. »

Art. 11. Le Livre IV, intitulé "Des mesures d'exécution", du même Code devient le Livre V.

Art. 12. A l'article 38, § 1^{er}, du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, est inséré un 10^o rédigé comme suit :

« 10^o par le produit des amendes administratives visées au titre VII du Livre IV du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie. »

Art. 13. A l'article 97, alinéa 3, cinquième tiret, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les termes "Livres II et III" sont remplacés par les termes "Livres II, III et IV".

Art. 14. Les prescriptions des plans communaux d'aménagement et des règlements communaux d'urbanisme ainsi que les plans et prescriptions visés à l'article 92 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine qui interdisent la pose des installations visées à l'article 237/33 du Livre IV sub article 10 du présent décret-cadre pour les bâtiments soumis aux exigences de performance énergétique des bâtiments conformément au Titre IV sont abrogés, sauf pour les bâtiments repris à l'inventaire du patrimoine visé à l'article 192 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine ainsi que pour les bâtiments visés à l'article 185, alinéa 2, a. et b., du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, qui sont classés ou inscrits sur la liste de sauvegarde.

Art. 15. La demande de certificat d'urbanisme ou de permis dont l'accusé de réception est antérieur à la date de l'entrée en vigueur du présent décret-cadre peut poursuivre la procédure en vigueur avant cette date.

Art. 16. A l'article 5, § 9, du décret du 23 mars 2005 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne, tel que modifié par le décret du 18 janvier 2007, les mots "des écoles, des centres publics d'action sociale" sont insérés entre les mots "des associations de communes" et les mots "et des zones de police".

Art. 17. Le présent décret-cadre produit ses effets à la date d'entrée en vigueur des arrêtés d'exécution visés aux articles 237/3, 237/12, 237/19, § 1^{er}, deuxième tiret, et 237/20 du Livre IV sub article 10 du présent décret-cadre.

Toutefois, l'article 16 du présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 18. Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du titre V du Livre IV sub article 10 du présent décret-cadre.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 avril 2007.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Equipeement et du Patrimoine,
M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,
Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—————
Note

(1) Session 2006-2007.

Documents du Parlement wallon 560 (2006-2007), n^{os} 1 à 12.

Compte rendu intégral, séance publique 18 avril 2007.

Discussion - Votes.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 2148

[2007/201675]

19. APRIL 2007 — Rahmendekret zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe zwecks der Förderung der Energieeffizienz von Gebäuden (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Durch das vorliegende Rahmendekret wird die Richtlinie 2002/91/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2002 über das Energieprofil von Gebäuden teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Die Überschrift des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird: "Wallonisches Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie" (CWATUPE).

Art. 3 - In Artikel 1 § 1 Absatz 2 dieses Gesetzbuches wird das Wort "energie-" zwischen "wirtschaftlichen" und "mobilitäts-" eingefügt.

Art. 4 - In Artikel 85 § 1 Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird ein Punkt 4° mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«4° ggf. das Vorhandensein des in Art. 237/1 13° erwähnten Ausweises über die Energieeffizienz.»

Art. 5 - In Artikel 86 desselben Gesetzbuches wird ein Paragraph 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 3. Aus mit der Energieeffizienz von Gebäuden zusammenhängenden Gründen kann die Städtebaugenehmigung abgelehnt oder mit Bedingungen versehen werden, wenn das Gemeindegremium, der beauftragte Beamte oder die Regierung es für nützlich erachten, diese dem Antragsteller aufzuerlegen.»

Art. 6 - In Artikel 91 desselben Gesetzbuches wird zwischen Absatz 2 und Absatz 3 ein neuer Absatz mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Aus mit der Energieeffizienz von Gebäuden zusammenhängenden Gründen kann die Städtebaugenehmigung abgelehnt oder mit Bedingungen versehen werden, wenn das Gemeindegremium, der beauftragte Beamte oder die Regierung es für nützlich erachten, diese dem Antragsteller aufzuerlegen.»

Art. 7 - In Artikel 134 desselben Gesetzbuches wird vor Absatz 1 der nachstehende Absatz eingefügt:

«Der Genehmigungsinhaber benachrichtigt das Gemeindegremium und den beauftragten Beamten per Einsendung fünfzehn Tage im Voraus über den Anfang der Handlungen und Arbeiten.»

Art. 8 - In Artikel 150bis § 1 Absatz 2 desselben Gesetzbuches wird ein Punkt 8° mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«8° wenn das Immobiliengut Gegenstand eines Ausweises über die Energieeffizienz im Sinne des Buchs IV, Titel V gewesen ist.»

Am Ende von Artikel 150bis § 2 Absatz 3 desselben Gesetzbuches wird folgender Wortlaut eingefügt:

«Wenn die Bewertung dem Ausweis Antrag beigefügt wird, betrifft sie ebenfalls die in der technischen, ökologischen und wirtschaftlichen Machbarkeitsstudie im Sinne von Artikel 237/1, 9° geäußerten Empfehlungen.»

Art. 9 - In Artikel 158 Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird ein Punkt 5° mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«5° oder den Bestimmungen des Buchs IV nicht entsprechen.»

Art. 10 - In dasselbe Gesetzbuch wird ein neues Buch IV mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Buch IV - Bestimmungen bezüglich der Energieeffizienz von Gebäuden

Titel 1 - Definitionen

Art. 237/1 - Zur Ausführung des vorliegenden Buches gelten folgende Definitionen:

1° Genehmigung: die Städtebaugenehmigung nach Artikeln 84 § 1, 126 und 127, oder die Globalgenehmigung nach Artikel 1 12° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

2° Gebäude:

- entweder eine Konstruktion mit Dach, Boden und Mauern oder Wänden, die das Innenvolumen von der Außenluft und dem Außenboden trennen, deren Innenraumklima unter Einsatz von Energie konditioniert wird, und die mit einem unabhängigen Heiz- oder Klimatisierungssystem ausgerüstet ist;
- oder, wenn es sich um ein Mehrfamilienhaus oder um eine aus mehreren Einheiten mit unterschiedlichen Zweckbestimmungen bestehende Immobilie handelt, eine Konstruktion mit Dach, Boden und Mauern oder Wänden, die das Innenvolumen von der Außenluft und dem Außenboden trennen, deren Innenraumklima unter Einsatz von Energie konditioniert wird, und die mit mindestens einem unabhängigen Heiz- oder Klimatisierungssystem ausgerüstet ist;

3° Gesamtnutzfläche: Summe der Flächen der verschiedenen Ebenen des Gebäudes, die zwischen den Außenmauern oder -wänden berechnet werden, wobei die Stärke dieser Mauern bzw. Wände in dieser Summe nicht mit berücksichtigt wird;

4° Gebäudehülle: Gesamtheit der Wände oder Mauern des Gebäudes, durch die das Innenvolumen von der Außenluft und dem Außenboden getrennt werden;

5° Energieeffizienz eines Gebäudes (PEB): die Energiemenge, die tatsächlich verbraucht oder veranschlagt wird, um den unterschiedlichen Erfordernissen im Rahmen der Standardnutzung des Gebäudes (u. a. etwa Heizung, Warmwasserbereitung, ggf. Kühlung, Lüftung und Beleuchtung) gerecht zu werden. Diese Energiemenge wird durch einen oder mehrere numerische Indikatoren dargestellt, die unter Berücksichtigung von Wärmedämmung, technischen Merkmalen und Installationskennwerten, Bauart und Lage in Bezug auf klimatische Aspekte, Sonneneinstrahlung und Einwirkung der benachbarten Strukturen, Eigenenergieerzeugung und anderer Faktoren, einschließlich Innenraumklima, die den Energiebedarf beeinflussen, berechnet wurden;

- 6° Hocheffiziente Kraft/Wärme-Kopplung: Kraft/Wärmekopplung, die den Kriterien genügt, die im Anhang III zur Richtlinie 2004/8/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Februar 2004 über die Förderung einer am Nutzwärmebedarf orientierten Kraft/Wärme-Kopplung im Energiebinnenmarkt und zur Änderung der Richtlinie 94/42/EG festgelegt sind;
- 7° Wärmepumpe: Vorrichtung oder Anlage, die Wärme niedriger Temperatur in der Luft, im Wasser oder im Boden entnimmt, um sie dem Gebäude zuzuführen;
- 8° "P.E.B."-Anforderungen: Gesamtheit der Bedingungen, denen ein Gebäude in Sachen Energieeffizienz genügen muss;
- 9° technische, ökologische und wirtschaftliche Machbarkeitsstudie: Dokument, in dem unter Berücksichtigung der Zielsetzungen des Projekts eine Reihe von Energieeinsparungsmaßnahmen enthalten sind, die Kosten-Nutzen-Kriterien genügen;
- 10° "P.E.B."-Verpflichtung: Dokument, durch welches der Erklärungsspflichtige und der "P.E.B."-Verantwortliche auf Ehrenwort erklären, dass sie die "P.E.B."-Verpflichtungen und die bei deren Nichtbeachtung anwendbaren Strafmaßnahmen zur Kenntnis genommen haben;
- 11° ursprüngliche "P.E.B."-Erklärung: Dokument, in dem die Maßnahmen beschrieben werden, die durchzuführen sind, um die "P.E.B."-Anforderungen zu erfüllen, und das eine Schätzung des erwarteten Ergebnisses der Berechnung der Energieeffizienz des Gebäudes enthält;
- 12° endgültige "P.E.B."-Erklärung: Dokument, in dem die Maßnahmen beschrieben werden, die durchgeführt wurden, um die "P.E.B."-Anforderungen zu erfüllen, und das das Ergebnis der Berechnung der Energieeffizienz des Gebäudes enthält;
- 13° Ausweis über die Energieeffizienz bzw. "P.E.B."-Ausweis: Dokument, in dem die Ist-Lage des Gebäudes beschrieben wird, indem das Ergebnis der Berechnung der Energieeffizienz angegeben wird, welches durch einen oder mehrere numerische oder alphabetische Indikatoren ausgedrückt wird;
- 14° Klimaanlage: eine Kombination sämtlicher Bauteile, die für eine Form der Luftbehandlung erforderlich sind, bei der die Temperatur, eventuell gemeinsam mit der Belüftung, der Feuchtigkeit und der Luftreinheit, geregelt wird oder gesenkt werden kann.

TITEL II — Anwendungsbereich

Art. 237/2 - Das vorliegende Buch ist auf alle in Artikel 237/1 2° erwähnten Gebäude anwendbar, mit Ausnahme:

- 1° der Gebäude, die für Gottesdienst genutzt werden;
- 2° der Gebäude, die im Verzeichnis der wallonischen Erbgüter nach Artikel 192 angeführt sind, sowie der in Artikel 185 Absatz 2 *a.* und *b.* erwähnten Gebäude, die unter Denkmalschutz gestellt oder in der Schutzliste eingetragen sind, wenn die "P.E.B."-Anforderungen deren Charakter oder Aussehen so ändern würden, dass dies mit den von den erwähnten Schutzmaßnahmen verfolgten Zielsetzungen unvereinbar ist;
- 3° der Industrieanlagen, Werkstätten und landwirtschaftlichen Nutzgebäude mit niedrigem Energiebedarf;
- 4° der provisorischen Gebäude mit einer geplanten Nutzungsdauer bis einschließlich zwei Jahren;
- 5° der neuen Gebäude mit einer Gesamtnutzfläche unter 50 m²;
- 6° der bereits bestehenden nicht zu Wohnzwecken bestimmten Gebäude, die von Betrieben benutzt werden, die einer sektorbezogenen Umweltvereinbarung im Sinne der Artikel D.82 und ff. des Umweltgesetzbuches beigetreten sind, die darauf abzielt, deren Energieeffizienz kurz-, mittel- und langfristig zu verbessern;
- 7° der bereits bestehenden Gebäude, die einer größeren Renovierung unterzogen wird, wenn die "P.E.B."-Anforderungen technisch, funktionell oder wirtschaftlich nicht eingehalten werden können.

Die Regierung kann die Durchführungsbestimmungen des vorliegenden Artikels festlegen.

TITEL III — Methode zur Berechnung der Energieeffizienz von Gebäuden

Art. 237/3 - Die Energieeffizienz von Gebäuden im Sinne von Artikel 237/1 5° wird auf der Grundlage einer von der Regierung festgelegten Methode berechnet.

Die Regierung bestimmt die Durchführungsbestimmungen der Berechnungsmethoden.

Art. 237/4 - Die Methode zur Berechnung der Energieeffizienz von Gebäuden umfasst mindestens folgende Aspekte:

- 1° thermische Charakteristik des Gebäudes (Gebäudehülle, Innenwände usw.). Dies kann auch die Luftdichtheit umfassen;
- 2° Heizungsanlage und Warmwasserversorgung, einschließlich ihrer Dämmcharakteristik;
- 3° Klimaanlage;
- 4° Belüftung, einschließlich der natürlichen Belüftung;
- 5° Lage, Dichte und Ausrichtung der Gebäude, einschließlich des Außenklimas und der Ansiedlung innerhalb einer Gebäudegruppe;
- 6° passive Solarsysteme und Sonnenschutz;
- 7° Innenraumklimabedingungen, einschließlich des Innenraum-Sollklimas;
- 8° für nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude, die natürliche Beleuchtung und die integrierte Beleuchtungsanlage.

Gegebenenfalls werden ebenfalls folgende Aspekte berücksichtigt:

- 1° aktive Solarsysteme und andere Systeme zur Erzeugung von Wärme und Elektrizität auf der Grundlage erneuerbarer Energieträger;
- 2° Elektrizitätsgewinnung durch hocheffiziente Kraft/Wärme-Kopplung;
- 3° Fern-/Blockheizung und Fern-/Blockkühlung;
- 4° natürliche Beleuchtung.

Art. 237/5 - Bei der Anwendung der Berechnungsmethode werden das Gebäude als Ganzes oder die Gebäudeteile, die entwickelt oder geändert worden sind, um getrennt benutzt zu werden, nach der ihrer Zweckbestimmung in Kategorien unterteilt:

- 1° Einfamilienhäuser;
- 2° Mehrfamilienhäuser;

- 3° Gemeinschaftswohn- und Beherbergungsgebäude;
- 4° Büro- und Dienstleistungsgebäude, einschließlich der für die Ausübung eines freien Berufs benutzten Gebäude;
- 5° Unterrichtsgebäude;
- 6° Krankenhäuser und Kliniken;
- 7° Hotels und Gaststätten;
- 8° Sportanlagen;
- 9° Gebäude, in denen sich Handelsbetriebe befinden;
- 10° sonstige Gebäudearten je nach der Spezifität ihres Energieverbrauchs.

Art. 237/6 - Die Regierung passt die Parameter der Berechnungsmethode an, je nachdem sie auf die Festlegung der Energieeffizienz angewandt wird, die von folgenden Gebäuden erreicht wird:

- 1° ein neues Gebäude nach Artikel 237/10;
- 2° ein bereits bestehendes Gebäude nach Artikel 237/9;
- 3° ein sonstiges Gebäude nach Artikel 237/11;
- 4° ein Gebäude nach Artikel 237/28.

Art. 237/7 - Werden innovative Konzepte oder Technologien benutzt, die in der geltenden Berechnungsmethode nicht berücksichtigt werden, so kann der "P.E.B."-Erklärungspflichtige von der Regierung die Zulassung beantragen, um eine alternative Berechnungsmethode zu benutzen, durch welche genau bewertet werden kann, ob das Gebäude die "P.E.B."-Anforderungen erfüllt. Die Regierung kann diese Zulassung erteilen, wenn die Effizienz der innovativen Konzepte und Technologien nachgewiesen ist.

Art. 237/8 - Die Regierung bewertet mindestens alle fünf Jahre die Methode zur Berechnung der Energieeffizienz von Gebäuden und kann sie ggf. unter Berücksichtigung des technischen und technologischen Fortschritts im Bausektor anpassen.

TITEL IV — Anforderungen an die Energieeffizienz von Gebäuden

KAPITEL I — Anwendungsbereich

Art. 237/9 - Unter der Voraussetzung, dass das Gebäude einer Genehmigung im Sinne von Artikel 237/1 1° unterliegt, ist für jedes bereits bestehende Gebäude mit einer Gesamtnutzfläche von über 1000 m² die Beachtung der "P.E.B."-Anforderungen Pflicht, wenn dieses einer größeren Renovierung unterzogen wird, d.h.:

- entweder wenn die Arbeiten an diesem Gebäude mindestens ein Viertel der Gebäudehülle betreffen;
- oder wenn die Gesamtkosten der Renovierung betreffend die Gebäudehülle oder die Energieeinrichtungen 25% des Gebäudewerts übersteigen; der Wert des Grundstücks, auf dem das Gebäude errichtet wurde, wird nicht mitgerechnet.

Art. 237/10 - Unter der Voraussetzung, dass das Gebäude einer Genehmigung im Sinne von Artikel 237/1 1° unterliegt, ist für jedes neue Gebäude, d.h. jedes zu bauende oder wieder aufzubauende Gebäude die Beachtung der "P.E.B."-Anforderungen Pflicht.

Darüber hinaus ist für jedes neue Gebäude nach Absatz 1 mit einer Gesamtnutzfläche von über 1000 m² eine technische, ökologische und wirtschaftliche Machbarkeitsstudie erforderlich.

Art. 237/11 - Die Regierung kann andere Gebäude als diejenigen, die im vorliegenden Kapitel erwähnt werden, den "P.E.B."-Anforderungen unterziehen.

Die Regierung unterzieht die Handlungen und Arbeiten im Sinne von Artikel 84 § 2 Absatz 2 1° den "P.E.B."-Anforderungen.

KAPITEL II — Festlegung von Mindestanforderungen an die Energieeffizienz

Art. 237/12 - Die "P.E.B."-Anforderungen zielen darauf ab, einen minimalen Pegel der Energieeffizienz von Gebäuden zu erreichen oder die Energieeffizienz von Gebäuden zu verbessern.

Die Regierung stützt sich auf die Methode zur Berechnung der Energieeffizienz von Gebäuden, um die "P.E.B."-Anforderungen zu bestimmen.

Diese Anforderungen tragen den allgemeinen Innenraumklimabedingungen Rechnung.

Die "P.E.B."-Anforderungen dürfen anderen grundlegenden Anforderungen an Gebäude, wie beispielsweise Zugänglichkeit, Sicherheit und beabsichtigter Nutzung des Gebäudes, nicht entgegenstehen. Im Falle der Renovierung eines bestehenden Gebäudes dürfen die "P.E.B."-Anforderungen nicht mit der beabsichtigten Nutzung dieses Gebäudes oder dessen Qualität oder Charakter unvereinbar sein.

Art. 237/13 - Die "P.E.B."-Anforderungen werden entweder für das Gebäude als Ganzes oder die Gebäudeteile, die entwickelt oder geändert worden sind, um getrennt benutzt zu werden, bestimmt.

Im Falle der Renovierung eines bestehenden Gebäudes können die "P.E.B."-Anforderungen jedoch nur die Systeme oder Bestandteile in Verbindung mit der Energieeffizienz des Gebäudes betreffen.

Art. 237/14 - Die "P.E.B."-Anforderungen können differenziert werden:

- 1° je nach der Art Gebäude: neu oder bereits bestehend;
- 2° je nach der Zweckbestimmung des Gebäudes;
- 3° je nach dem Alter des Gebäudes;
- 4° je nach der Gesamtnutzfläche des Gebäudes;
- 5° je nach der Lage des Gebäudes: angrenzendes Reihenhaus, Doppelhaus oder frei stehendes Haus;
- 6° ggf. je nach der Art der geplanten bedeutenden Renovierungsarbeiten.

Art. 237/15 - Die Regierung bewertet die "P.E.B."-Anforderungen mindestens alle fünf Jahre und passt sie wenn nötig an, um dem technischen und technologischen Fortschritt im Bausektor Rechnung zu tragen.

KAPITEL III — *Technische, ökologische und wirtschaftliche Machbarkeitsstudie*

Art. 237/16 - In der technischen, ökologischen und wirtschaftlichen Machbarkeitsstudie wird die Möglichkeit untersucht, alternative Energieproduktions- und -nutzungssysteme zu verwenden, wie z.B.:

- 1° dezentrale Energieversorgungssysteme auf der Grundlage von erneuerbaren Energieträgern;
- 2° hocheffiziente Kraft/Wärme-Kopplung;
- 3° Fern-/Blockheizung und Fern-/Blockkühlung, sofern vorhanden;
- 4° Wärmepumpen.

Die technische, ökologische und wirtschaftliche Machbarkeitsstudie umfasst mindestens folgende Teile:

- die Darstellung des zu deckenden Energiebedarfs und die Energieverbrauchsdaten;
- eine Veranschlagung der technischen Dimensionierungsberechnung und die Bezugsgrößen sowie die für diese Berechnung benutzten Arbeitshypothesen;
- ggf. eine Schätzung der Benutzungsforderungen insbesondere in Sachen Wartung, Verfügbarkeit und was den geplanten Brennstoff angeht;
- eine Veranschlagung der Energieeinsparungen;
- eine Schätzung der wirtschaftlichen Kosten und der Payback-Dauer.

Die Regierung kann den Inhalt der technischen, ökologischen und wirtschaftlichen Machbarkeitsstudie ergänzen.

Art. 237/17 - Die Regierung kann die Form der technischen, ökologischen und wirtschaftlichen Machbarkeitsstudie bestimmen.

KAPITEL IV — *Aufgaben des Erklärungsspflichtigen, des "P.E.B."-Verantwortlichen und des Verfassers der technischen, ökologischen und wirtschaftlichen Machbarkeitsstudie*

Art. 237/18 - § 1 - Der "P.E.B."-Erklärungsspflichtige ist die natürliche oder juristische Person, die verpflichtet ist, die "P.E.B."-Anforderungen zu beachten; es handelt sich:

- 1° entweder um den Bauherrn;
- 2° oder um den Erwerber, wenn folgende Bedingungen zugleich erfüllt werden:
 - a. in dem Kaufvertrag steht, dass die Verpflichtung, die ursprüngliche und/oder endgültige "P.E.B."-Erklärung zuzustellen, dem Erwerber übertragen wurde;
 - b. in dem Kaufvertrag wird auf einen in der Anlage beigefügten, vom Bauherrn, "P.E.B."-Verantwortlichen und Erwerber unterzeichneten Bericht Bezug genommen; dieser Bericht umfasst:
 - entweder beim Verkauf nach Plan eines zu errichtenden Gebäudes: eine Beschreibung aller zu treffenden Maßnahmen, um den "P.E.B."-Anforderungen zu genügen;
 - oder beim Verkauf eines im Bau befindlichen Gebäudes: eine Beschreibung aller bereits getroffenen oder noch zu treffenden Maßnahmen, um den "P.E.B."-Anforderungen zu genügen.

§ 2 - Der Erklärungsspflichtige hat dem Genehmigungsantrag die "P.E.B.-Verpflichtung, die ursprüngliche "P.E.B."-Erklärung, die endgültige "P.E.B."-Erklärung sowie ggf. die technische, ökologische und wirtschaftliche Machbarkeitsstudie beizufügen oder diese Dokumente unter Beachtung der in Kapitel 5 vorgeschriebenen Form und Frist zuzustellen.

Art. 237/19 - § 1 - Der "P.E.B."-Verantwortliche ist die vom Erklärungsspflichtigen bezeichnete natürliche oder juristische Person, die:

- entweder der Architekt des Projekts ist;
- oder die von der Regierung zugelassene Person ist; die Regierung lässt die Personen zu, die mit der Aufgabe als "P.E.B."-Verantwortlicher beauftragt werden können, nach Kriterien und einem Verfahren, die sie bestimmt.

§ 2 - Der "P.E.B."-Verantwortliche ist mit der Planung und Beschreibung der Maßnahmen beauftragt, die durchzuführen sind, um die "P.E.B."-Anforderungen zu erfüllen, sowie mit der Kontrolle der Ausführung der Arbeiten in Zusammenhang mit der Energieeffizienz von Gebäuden.

Der Architekt, der Unternehmer und der Erklärungsspflichtige sind verpflichtet, dem "P.E.B."-Verantwortlichen alle für die Weiterbearbeitung des Projekts notwendigen Dokumente und Auskünfte zu übermitteln. Der "P.E.B."-Verantwortliche hat freien Zugang zur Baustelle im Rahmen der Ausführung der ihm anvertrauten Aufgaben.

Wenn der "P.E.B."-Verantwortliche während der Durchführung des Projekts feststellt, dass dieses von den anwendbaren "P.E.B."-Anforderungen abweicht oder abweichen könnte, informiert er unverzüglich per Einsendung den Erklärungsspflichtigen und den mit der Kontrolle der Ausführung der Arbeiten beauftragten Architekten, wenn letzterer nicht der "P.E.B."-Verantwortliche ist.

Der "P.E.B."-Verantwortliche haftet gegenüber dem Erklärungsspflichtigen für die auf ihn zurückzuführende Unmöglichkeit, die ursprüngliche "P.E.B."-Erklärung oder die endgültige "P.E.B."-Erklärung innerhalb der in Kapitel 5 erwähnten Frist zuzustellen.

Art. 237/20 - Der Verfasser der technischen, ökologischen und wirtschaftlichen Machbarkeitsstudie ist die vom Erklärungsspflichtigen bezeichnete natürliche oder juristische Person, die mit der Ausarbeitung der technischen, ökologischen und wirtschaftlichen Machbarkeitsstudie beauftragt ist.

Die Regierung lässt die Personen zu, die mit der Aufgabe als Verfasser dieser Studie beauftragt werden können, nach Kriterien und einem Verfahren, die sie bestimmt.

KAPITEL V — *Verfahren*

Abschnitt 1 — Gebäude, für die eine technische, ökologische und wirtschaftliche Machbarkeitsstudie verlangt wird

Art. 237/21 - Der vorliegende Abschnitt ist auf alle in Artikel 237/10 Absatz 2 erwähnten Gebäude anwendbar.

Art. 237/22 - § 1 - Unter Gefahr der Unzulässigkeit werden die "P.E.B."-Verpflichtung sowie die technische, ökologische und wirtschaftliche Machbarkeitsstudie der Akte zum Genehmigungsantrag beigefügt.

Die "P.E.B."-Verpflichtung enthält neben den in Artikel 237/1 10° erwähnten Elemente die Angabe der gewählten Techniken und geplanten Vorrichtungen auf der Grundlage der in der technischen, ökologischen und wirtschaftlichen Machbarkeitsstudie gemachten Empfehlungen.

§ 2 - Die ursprüngliche "P.E.B."-Erklärung wird vom "P.E.B."-Verantwortlichen verfasst und von diesem sowie vom Erklärungsspflichtigen unterzeichnet. Die in Artikel 134 Absatz 1 erwähnte Sendung enthält die ursprüngliche "P.E.B."-Erklärung.

§ 3 - Die endgültige "P.E.B."-Erklärung wird vom "P.E.B."-Verantwortlichen verfasst und von diesem sowie vom Erklärungsspflichtigen unterzeichnet. Sie wird vom Erklärungsspflichtigen per Einsendung an das Gemeindegremium gerichtet oder gegen eine Empfangsbescheinigung im Gemeindehaus abgegeben:

- innerhalb von sechs Monaten nach der Abnahme der Handlungen und Arbeiten, oder
- falls keine Abnahme stattfindet, innerhalb von achtzehn Monaten entweder nach dem Anfang der Benutzung des Gebäudes oder dem Ende der Baustelle. Das erste dieser beiden Ereignisse bildet den Anfangspunkt der achtzehnmonatigen Frist.

Innerhalb der gleichen Frist richtet der Erklärungsspflichtige per Einsendung eine Abschrift der endgültigen "P.E.B."-Erklärung an den beauftragten Beamten.

Abschnitt 2 — Gebäude, für die eine technische, ökologische und wirtschaftliche Machbarkeitsstudie nicht verlangt wird

Art. 237/23 - Der vorliegende Abschnitt ist auf alle in Artikel 237/9 erwähnten bereits bestehenden Gebäude sowie auf alle in Artikel 237/10, Absatz 1 erwähnten neuen Gebäude anwendbar.

Art. 237/24 - § 1 - Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird eine "P.E.B."-Verpflichtung dem Genehmigungsantrag beigelegt.

§ 2 - Die ursprüngliche "P.E.B."-Erklärung wird vom "P.E.B."-Verantwortlichen verfasst und von diesem sowie vom Erklärungsspflichtigen unterzeichnet. Die in Artikel 134, Absatz 1 erwähnte Sendung enthält die ursprüngliche "P.E.B."-Erklärung.

§ 3 - Die endgültige "P.E.B."-Erklärung wird vom "P.E.B."-Verantwortlichen verfasst und von diesem sowie vom Erklärungsspflichtigen unterzeichnet. Sie wird vom Erklärungsspflichtigen per Einsendung an das Gemeindegremium gerichtet oder gegen eine Empfangsbescheinigung im Gemeindehaus abgegeben:

- innerhalb von sechs Monaten nach der Abnahme der Handlungen und Arbeiten, oder
- falls keine Abnahme stattfindet, innerhalb von achtzehn Monaten entweder nach dem Anfang der Benutzung des Gebäudes oder dem Ende der Baustelle. Das erste dieser beiden Ereignisse bildet den Anfangspunkt der achtzehnmonatigen Frist.

Innerhalb der gleichen Frist richtet der Erklärungsspflichtige per Einsendung eine Abschrift der endgültigen "P.E.B."-Erklärung an den beauftragten Beamten.

Abschnitt 3 — Sonstige Gebäude

Art. 237/25 - Die Regierung bestimmt das auf die anderen, in Artikel 237/11 erwähnten Gebäude anwendbare Verfahren.

Abschnitt 4 — Durchführungsbestimmungen

Art. 237/26 - Die Regierung bestimmt die Form, den Inhalt und die Durchführungsbestimmungen der "P.E.B."-Verpflichtung, der ursprünglichen "P.E.B."-Erklärung und der endgültigen "P.E.B."-Erklärung.

TITEL V — Ausweis über die Energieeffizienz von Gebäuden

KAPITEL I — Anwendungsbereich

Art. 237/27 - Der aufgrund der in Titel III festgelegten Berechnungsmethode ausgestellte "P.E.B."-Ausweis enthält die Bezugswerte, die die Bewertung der Energieeffizienz des Gebäudes sowie die Empfehlungen zur Verbesserung der Energieeffizienz des Gebäudes nach Kosten-Nutzen-Kriterien ermöglichen.

Die Regierung bestimmt die Form, den Inhalt und die Durchführungsbestimmungen des "P.E.B."-Ausweises.

Art. 237/28 - § 1 - Für jedes zu bauende oder im Bau befindliche Gebäude hat der Eigentümer am Ende der Handlungen und Arbeiten nach den in Artikel 237/31 bestimmten Bestimmungen über den "P.E.B."-Ausweis zu verfügen.

Für jedes bereits bestehende Gebäude hat der Eigentümer oder Inhaber des dinglichen Rechts nach den Bestimmungen von Artikel 237/31 über den "P.E.B."-Ausweis zu verfügen:

- bei der Ausstellung einer Urkunde, durch die ein persönliches Nutzungsrecht erteilt wird;
- bei der Ausstellung jeder Urkunde, durch die ein dingliches Recht festgestellt, übertragen oder gebildet wird, mit Ausnahme der Hypothek oder der Antichrese; dies betrifft jedoch nicht die ungewollten Handlungen und die Teilungsurkunden zur Lösung einer ungeteilten Erbgemeinschaft.

Wird das Gut vermietet, so ist der Eigentümer verpflichtet, den "P.E.B."-Ausweis dem Mietbewerber auf dessen einfache Anfrage zur Verfügung zu stellen.

§ 2 - Für jedes Gebäude eines öffentlichen Dienstes oder einer gemeinschaftlichen Anlage sowie jedes von öffentlichen Behörden benutzte Gebäude, das der Öffentlichkeit offen ist und eine Gesamtnutzfläche von über 1000 m² hat, muss ein gültiger, von der Öffentlichkeit sichtbarer und lesbarer "P.E.B."-Ausweis ausgehängt werden.

§ 3 - In Gebäudekomplexen kann der Energieausweis für Wohnungen oder Einheiten, die für eine gesonderte Nutzung ausgelegt sind:

- im Fall von Gebäudekomplexen mit einer gemeinsamen Heizungsanlage auf der Grundlage eines gemeinsamen Energieausweises für das gesamte Gebäude oder
- auf der Grundlage der Bewertung einer anderen vergleichbaren Wohnung in demselben Gebäudekomplex, ausgestellt werden.

Art. 237/29 - Die maximale Gültigkeitsdauer des "P.E.B."-Ausweises ist zehn Jahre.

Die Regierung kann die Bestimmungen für die Erneuerung des "P.E.B."-Ausweises festlegen. Mangels dessen sind die Regeln für die Ausstellung des "P.E.B."-Ausweises ebenfalls für dessen Erneuerung anwendbar.

KAPITEL II — *Aufgaben des "P.E.B."-Ausweisausstellers*

Art. 237/30 - Der "P.E.B."-Ausweisaussteller ist die vom Erklärungspflichtigen bezeichnete natürliche oder juristische Person, die mit der Ausstellung des in Artikel 237/31 Absatz 1 erwähnten "P.E.B."-Ausweises beauftragt ist.

Die Regierung lässt die Personen zu, die mit der Aufgabe als "P.E.B."-Ausweisaussteller beauftragt werden können, nach Kriterien und einem Verfahren, die sie bestimmt.

KAPITEL III — *Verfahren*

Art. 237/31 - Der Eigentümer oder Inhaber des dinglichen Rechts nach Artikel 237/28 § 1 sowie der Eigentümer jedes Gebäudes im Sinne von Artikel 237/28 § 2 bezeichnet den "P.E.B."-Ausweisaussteller, der mit der Ausstellung des "P.E.B."-Ausweises beauftragt wird.

In Abweichung vom vorigen Absatz wird für den Bau eines neuen Gebäudes im Sinne von Artikel 237/10 der Ausweis von jedem Beamten und Bediensteten ausgestellt, der von der Regierung auf der Grundlage der endgültigen "P.E.B."-Erklärung bestimmt wird.

Die Regierung legt die Durchführungsbestimmungen des vorliegenden Artikels fest.

TITEL 6 — *Bestimmungen zur Förderung der Energieeffizienz von Gebäuden*

Art. 237/32 - Zwecks der Brauchwasserbereitung ist die Installation von einem oder mehreren thermischen Sonnenkollektoren oder von einem anderen System, das mindestens eine gleichwertige Energieeinsparung als diejenige von solchen Kollektoren ermöglicht, für jedes in Artikel 237/9 bestehende Gebäude und jedes in Artikel 237/10 erwähnte neue Gebäude obligatorisch, wenn deren Installation vom technischen Standpunkt her gerechtfertigt und eine minimaler Leistungsgrad gesichert ist.

Die Regierung legt die Durchführungsbestimmungen des vorliegenden Artikels fest.

Art. 237/33 - In den Vorschriften der kommunalen Raumordnungspläne und der kommunalen Städtebauordnungen sowie in den Plänen und Vorschriften nach Artikel 92 wird bestimmt, dass jedes den Anforderungen an die Energieeffizienz von Gebäuden in Übereinstimmung mit Titel IV unterzogene Gebäude zur Brauchwasserbereitung über einen oder mehrere thermische Sonnenkollektoren oder jegliches andere System, das mindestens eine gleichwertige Energieeinsparung als diejenige von solchen Kollektoren ermöglicht, verfügt.

Art. 237/34 - Im Rahmen der dazu im Haushaltsplan der Wallonischen Region eingetragenen Mittel kann die Regierung Beihilfen bezüglich der Energieeffizienz von Gebäuden gewähren, in der Form und nach den Gewährungsbedingungen, die sie bestimmt.

Im Rahmen der Gewährung dieser Beihilfen kann die Regierung die Kriterien bestimmen, die zu erfüllen sind, um als passives Gebäude oder energiesparendes Gebäude bezeichnet zu werden.

TITEL 7 — *Strafen*KAPITEL I — *Entzug der Zulassung*

Art. 237/35 - Die Regierung bestimmt die Regeln für den Entzug der Zulassung der in den Artikeln 237/19 § 1 zweiter Strich, 237/20 und 237/30 erwähnten Personen.

Die Zulassung kann vorübergehend oder endgültig zurückgezogen werden, insbesondere wenn die Regierung nach einer ordnungsgemäß zugestellten Mahnung die offensichtlich minderwertige Qualität:

- 1° der endgültigen "P.E.B."-Erklärung,
- 2° der technischen, ökologischen und wirtschaftlichen Machbarkeitsstudie,
- 3° des "P.E.B."-Ausweises, feststellt.

Wenn in Anwendung von Artikel 237/36 § 1 4° festgestellt wird, dass der "P.E.B."-Verantwortliche die "P.E.B."-Anforderungen im Rahmen seiner Aufgabe nicht beachtet hat, wird die Zulassung von Rechts wegen zurückgezogen.

KAPITEL II — *Administrative Geldbußen*

Art. 237/36 - § 1 - Die folgenden Verstöße werden mit einer administrativen Geldbuße geahndet:

- 1° für den Erklärungspflichtigen, die Tatsache, dass er die ursprüngliche "P.E.B."-Erklärung nicht zustellt;
- 2° für den Erklärungspflichtigen, die Tatsache, dass er die endgültige "P.E.B."-Erklärung nicht zustellt;
- 3° für den "P.E.B."-Verantwortlichen, die Tatsache, dass er die endgültige "P.E.B."-Erklärung nicht mit der notwendigen Sorgfalt verfasst;
- 4° für den Erklärungspflichtigen, den "P.E.B."-Verantwortlichen, den Architekten oder den Unternehmer - jeder in seinem Zuständigkeitsbereich -, die Tatsache, dass sie die "P.E.B."-Anforderungen nicht beachten;
- 5° für den Eigentümer oder Inhaber des dinglichen Rechts, die Tatsache, dass sie nicht über einen gültigen "P.E.B."-Ausweis verfügen, wenn dieser erforderlich ist.

§ 2 - Der Betrag der administrativen Geldbuße liegt zwischen 250 Euro und 50.000 Euro.

Die Regierung legt die Durchführungsbestimmungen und das Verfahren für die Berechnung der administrativen Geldbuße fest.

Art. 237/37 - § 1 - Der beauftragte Beamte, der von der Regierung bestimmte Beamte oder Bedienstete sowie der Bürgermeister oder sein Vertreter sind befugt, um die in Artikel 237/36 § 1 erwähnten Verstöße zu ermitteln und zu protokollieren. Zu diesem Zweck verfügen sie über die den in Artikel 156 erwähnten Beamten und Bediensteten zuerkannten Vorrechte.

§ 2 - Das Protokoll wird von einer der in § 1 erwähnten Personen aufgenommen. Die das Protokoll aufnehmende Behörde unterrichtet den Zuwiderhandelnden und die anderen in § 1 erwähnten Behörden sofort darüber per Einsendung. Diese Einsendung verhindert die Aufnahme eines Protokolls durch jede andere Behörde für denselben Verstoß.

Mit der Zustellung des Protokolls werden die anwendbaren Bestimmungen sowie Ort, Datum und Uhrzeit der vorherigen Anhörung des Zuwiderhandelnden angegeben; diese Anhörung findet frühestens zwanzig Tage nach dem Versand des Protokolls statt. Es wird ein Protokoll über die Anhörung aufgenommen.

§ 3 - Nachdem dem ggf. von einem Rechtsanwalt oder Sachverständigen unterstützten oder vertretenen Zuwiderhandelnden die Möglichkeit gegeben wurde, seine Verteidigungsmittel bei der Anhörung vorzubringen, beschließt die Behörde, die das Protokoll aufgenommen hat, ob eine administrative Geldbuße auferlegt werden muss, und legt den Betrag letzterer sowie deren Fälligkeitsdatum fest.

Der Beschluss des beauftragten Beamten, jedes von der Regierung bestimmten Beamten bzw. Bediensteten, oder des Bürgermeisters oder seines Vertreters wird ordnungsgemäß begründet und erwähnt die Möglichkeit der Einlegung eines Einspruchs und die Frist dafür. Der Beschluss wird unter Androhung der Nichtigkeit dem Zuwiderhandelnden binnen dreißig Tagen nach der Anhörung zugestellt.

§ 4 - Die Zahlung des Betrags der administrativen Geldbuße erfolgt:

- entweder, wenn die Geldbuße vom beauftragten Beamten oder von einem von der Regierung bestimmten Beamten bzw. Bediensteten auferlegt wird, zu Händen des Einnehmers des Einregistrierungsamtes auf das Konto des durch das Dekret vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts eingerichteten Energiefonds,
- oder, wenn die Geldbuße vom Bürgermeister oder von seinem Vertreter auferlegt wird, zu Händen des Gemeindeeinnehmers auf ein besonderes Konto des Gemeindehaushalts.

§ 5 - Der Bürgermeister kann ggf. seine Befugnisse betreffend administrative Geldbußen den Bediensteten übertragen, die den in Artikel 119bis des neuen Gemeindegesetzes festgelegten Bedingungen genügen.

Art. 237/38 - Der Zuwiderhandelnde verfügt über ein Beschwerderecht gegen den in Artikel 237/37, § 3 erwähnten Beschluss. Innerhalb einer Frist von zwei Monaten, bei Strafe von Verfall, ab dem Empfangsdatum des Beschlusses wird der Einspruch mittels einer Klageschrift beim Polizeigericht eingereicht. Der beim Polizeigericht eingelegte Einspruch ist eine Beschwerde im Verfahren mit unbeschränkter Rechtsprechung.

Der Einspruch hebt die Durchführung des in Artikel 237/37 § 3 erwähnten Beschlusses auf.

Gegen das Urteil des Polizeigerichts kann keine Berufung eingelegt werden.

Art. 237/39 - Wenn der Zuwiderhandelnde es unterlässt, die Strafe zu zahlen, wird der in Artikel 237/37 § 3 erwähnte Beschluss oder das rechtskräftig gefällte Urteil des Polizeigerichts der Abteilung Finanzverwaltung des Ministeriums der Wallonischen Region im Hinblick auf die Beitreibung des Betrags der administrativen Geldbuße übermittelt.

Der Betrag der administrativen Geldbuße wird anschließend zurückabgetreten:

- entweder, wenn die Strafe vom beauftragten Beamten oder von einem von der Regierung bestimmten Beamten bzw. Bediensteten auferlegt wird, an den Einnehmer des Einregistrierungsamtes auf das Konto des in Artikel 237/37 § 4 erster Strich erwähnten Energiefonds,
- oder, wenn die Strafe vom Bürgermeister oder seinem Vertreter auferlegt wird, an den in Artikel 237/37 § 4 zweiter Strich erwähnten Gemeindeeinnehmer.»

Art. 11 - Das Buch IV desselben Gesetzbuches, mit der Überschrift "Durchführungsmaßnahmen" wird das Buch V.

Art. 12 - In Artikel 38 § 1 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts wird ein Punkt 10° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«10° durch das Aufkommen der in Buch IV Titel VII des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie erwähnten administrativen Geldbußen.»

Art. 13 - In Artikel 97 Absatz 3 fünfter Strich des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung werden die Wörter "Bücher II und III" durch "Bücher II, III und IV" ersetzt.

Art. 14 - Die Vorschriften der kommunalen Raumordnungspläne und der kommunalen Städtebauordnungen sowie die Pläne und Vorschriften nach Artikel 92 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, die die Installation der Anlagen im Sinne von Artikel 237/33 des Buches IV sub Artikel 10 des vorliegenden Rahmendekrets verbieten, werden für die Gebäude, die den Anforderungen in Sachen Energieeffizienz von Gebäuden in Übereinstimmung mit Titel IV unterliegen, außer Kraft gesetzt, mit Ausnahme der Gebäude, die im Verzeichnis der wallonischen Erbgüter nach Artikel 192 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe angeführt sind, und der in Artikel 185 Absatz 2 a. und b. des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten Gebäude, die unter Denkmalschutz gestellt oder in der Schutzliste eingetragen sind.

Art. 15 - Der Antrag auf eine Städtebaubescheinigung oder auf eine Genehmigung, dessen Empfangsbestätigung ein Datum vor dem Datum des Inkrafttretens vorliegenden Rahmendekrets trägt, kann dem vor diesem Datum geltenden Verfahren unterworfen werden.

Art. 16 - In Artikel 5 § 9 des Dekrets vom 23. März 2005 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der Gemeinden und Provinzen zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren, in seiner durch das Dekret vom 18. Januar 2007 abgeänderten Fassung, werden die Wörter ", Schulen, Sozialhilfezentren" zwischen "Gemeindevereinigungen" und "Polizeizonen" eingefügt.

Art. 17 - Das vorliegende Rahmendekret wird am Datum des Inkrafttretens der in den 237/3, 237/12, 237/19, § 1, zweiter Strich, und 237/20 des Buchs IV sub Artikel 10 des vorliegenden Rahmendekrets erwähnten Durchführungs-erlasse wirksam.

Art. 16 des vorliegenden Dekrets tritt jedoch am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 18 - Die Regierung legt das Datum des Inkrafttretens von Buch IV Titel V sub Artikel 10 des vorliegenden Rahmendekrets fest.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 19. April 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,
M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,
Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels,
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—
Fußnote

(1) *Sitzung 2006-2007*

Dokumente des Wallonischen Parlaments 560 (2006-2007) Nrn. 1 bis 12

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 18. April 2007

Diskussion - Abstimmung.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 2148

[2007/201675]

19 APRIL 2007. — **Kaderdecreet tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium met het oog op het bevorderen van de energieprestatie van de gebouwen (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit kaderdecreet strekt tot gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2002/91/E.G. van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2002 inzake de energieprestatie van de gebouwen (E.P.B.).

Art. 2. Het opschrift van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt vervangen als volgt : "Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie" (WWROSPE).

Art. 3. In artikel 1, § 1, lid 2 van hetzelfde Wetboek wordt, tussen de woorden "economische" en "mobiliteits-", het woord "energetische," ingevoegd.

Art. 4. In artikel 85, § 1, lid 1 van hetzelfde Wetboek wordt een 4° ingevoegd, luidend als volgt :

« 4° van het bestaan, in voorkomend geval, van het energieprestatiecertificaat bedoeld in artikel 237/1, 13°. »

Art. 5. In artikel 86 van hetzelfde Wetboek wordt een paragraaf 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De stedenbouwkundige vergunning kan, wegens redenen die verband houden met de energieprestatie van de gebouwen, worden geweigerd of onder voorwaarden worden verleend, die het gemeentecollege, de gemachtigde ambtenaar of de Regering nuttig achten aan de aanvrager op te leggen. »

Art. 6. In artikel 91 van hetzelfde Wetboek wordt tussen het tweede en het derde lid een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De verkavelingsvergunning kan, wegens redenen die verband houden met de energieprestatie van de gebouwen, worden geweigerd of onder voorwaarden worden verleend, die het gemeentecollege, de gemachtigde ambtenaar of de Regering nuttig achten aan de aanvrager op te leggen. »

Art. 7. In artikel 134 van hetzelfde Wetboek wordt vóór het eerste lid het volgende lid ingevoegd :

« De houder van de vergunning brengt per schrijven het gemeentecollege en de gemachtigde ambtenaar op de hoogte van de aanvang van de handelingen en werken, vijftien dagen voor hun begin. »

Art. 8. In artikel 150bis, § 1, lid 2 van hetzelfde Wetboek wordt een 8° ingevoegd, luidend als volgt :

« 8° indien het onroerend goed het voorwerp heeft uitgemaakt van een energieprestatiecertificaat in de zin van titel V van Boek IV. »

In artikel 150bis, § 2, lid 3, in fine, van hetzelfde Wetboek worden de volgende bewoordingen ingevoegd :

« Wanneer ze bij de aanvraag om attest wordt gevoegd, heeft de beoordeling ook betrekking op de aanbevelingen geformuleerd in de technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie in de zin van artikel 237/1, 9°. »

Art. 9. In artikel 158, lid 1 van hetzelfde Wetboek wordt een 5° ingevoegd, luidend als volgt :

« 5° ofwel niet in overeenstemming zijn met de bepalingen van Boek IV. »

Art. 10. Een nieuw Boek IV wordt in hetzelfde Wetboek ingevoegd, luidend als volgt :

« Boek IV. — Bepalingen betreffende de energieprestatie van de gebouwen.

TITEL I. — *Begripsomschrijvingen*

Art. 237/1. Voor de toepassing van dit Boek wordt verstaan onder :

- 1° vergunning : de stedenbouwkundige vergunning bedoeld in de artikelen 84, § 1, 126 en 127, of de globale vergunning bedoeld in artikel 1, 12°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;
- 2° gebouw :
 - hetzij elk gebouw uitgerust met een dak, een vloer en muren of wanden die het inwendig volume scheiden van de buitenlucht en bodem, waarin energie wordt gebruikt om het klimaat te regulariseren en dat is uitgerust met een onafhankelijk verwarmings- of klimaatregelingsysteem;
 - hetzij, in geval van een appartementsgebouw of een gebouw dat bestaat uit meerdere eenheden met verschillende aanwendungen, elk gebouw uitgerust met een dak, een vloer en muren of wanden die het inwendig volume scheiden van de buitenlucht en bodem, waarin energie wordt gebruikt om het klimaat te regulariseren en dat is uitgerust met een onafhankelijk verwarmings- of klimaatregelingsysteem;
- 3° totale nuttige oppervlakte : de som van de oppervlakten van de verschillende niveaus van het gebouw berekend tussen de buitenwanden of muren; de dikte van deze muren of wanden wordt niet in aanmerking genomen in die som;
- 4° omhulsel : geheel van wanden of muren van het gebouw dat het inwendig volume scheidt van de buitenlucht en bodem;
- 5° energieprestatie van een gebouw (E.P.B.) : hoeveelheid energie die werkelijk wordt verbruikt of geraamd om tegemoet te komen aan de verschillende behoeften in verband met een standaardgebruik van het gebouw, met inbegrip van de verwarming, het warme water, het mogelijke verkoelingsstelsel, de ventilatie en de verlichting; deze hoeveelheid, uitgedrukt in één of meer numerieke indicatoren, vloeit voort uit een berekening houdend met de isolatie, de technische kenmerken van de installaties, het concept van het gebouw en de ligging ervan, in verhouding tot de klimaatparameters, de ligging ten opzichte van de zon en het effect van de aanpalende structuren, de zelfproductie van energie en andere factoren zoals het binnenklimaat, die invloed hebben op de vraag naar energie;
- 6° hoogrenderende warmtekrachtkoppeling : warmtekrachtkoppeling volgens de criteria bedoeld in bijlage III van Richtlijn 2004/8/E.G. van het Europees Parlement en de Raad van 11 februari 2004 inzake de bevordering van warmtekrachtkoppeling op basis van de vraag naar nuttige warmte binnen de interne energiemarkt en tot wijziging van Richtlijn 92/42/E.E.G.;
- 7° warmtepomp : inrichting of installatie die warmte afneemt bij een lage temperatuur, in de lucht, het water of de grond om die aan het gebouw te bezorgen;
- 8° E.P.B.-eisen : geheel van voorwaarden waaraan een gebouw op het vlak van de energieprestatie moet voldoen;
- 9° technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie : document dat, wat het doel van het project betreft, een lijst van maatregelen voor energiebesparingen die aan criteria van kosteneffectiviteit voldoen;
- 10° E.P.B.-verplichting : document waarbij de aangever en de E.P.B.-verantwoordelijke op erewoord verklaren kennis te hebben genomen van de E.P.B.-eisen en de toepasselijke sancties bij niet-inachtneming ervan;
- 11° initiële E.P.B.-aangifte : document waarin de maatregelen die uitgevoerd moeten worden om de E.P.B.-eisen te bereiken worden beschreven en dat een raming van het verwachte resultaat van de berekening van de E.P.B. bevat;
- 12° E.P.B.-slotaangifte : document waarin de uitgevoerde maatregelen om de E.P.B.-eisen te bereiken worden beschreven en dat het resultaat van de berekening van de energieprestatie van het gebouw bevat;
- 13° E.P.B.-certificaat : document waarin de werkelijke toestand van het gebouw wordt beschreven met vermelding van het resultaat van de berekening van de energieprestatie, uitgedrukt in één of meer numerieke of alfabetische indicatoren;
- 14° klimaatregelingsstelsel : een combinatie van alle noodzakelijke componenten om een vorm van behandeling van de lucht in een gebouw te verzekeren, waarbij de temperatuur wordt gecontroleerd of kan worden verlaagd, eventueel in combinatie met een controle van de ventilatie, de vochtigheid en/of de zuiverheid van de lucht.

TITEL II. — *Toepassingsgebied*

Art. 237/2. Dit Boek is van toepassing op ieder gebouw bedoeld in artikel 237/1, 2°, met uitzondering van :

- 1° gebouwen die worden gebruikt voor erediensten;
- 2° gebouwen opgenomen in de inventaris van het patrimonium bedoeld in artikel 192, alsook de gebouwen bedoeld in artikel 185, tweede lid, *a.* en *b.*, die worden beschermd of ingeschreven op de bewaarlijst, wanneer de E.P.B.-eisen van aard zijn hun karakter of hun verschijningsvorm te veranderen op een wijze die onvermijdbaar is met de doelstellingen die door de bedoelde beschermingsmaatregelen worden nagestreefd;
- 3° industriële gebouwen, niet-residentiële landbouwgebouwen en werkplaatsen, die weinig energie verbruiken;
- 4° voorlopige bouwwerken voor een gebruiksduur van twee jaar of minder;
- 5° nieuwe gebouwen met een totale bruikbare oppervlakte van minder dan 50 m²;
- 6° niet-residentiële bestaande gebouwen gebruikt door ondernemingen die tot een sectoriële milieuconventie toetreden in de zin van artikelen D.82 en volgende van het Milieuwetboek om hun energetische efficiëntie op korte, middellange en lange termijn te verbeteren;

7° bestaande gebouwen die het voorwerp van belangrijke renovatiewerken uitmaken wanneer de E.P.B.-eisen uit technisch, functioneel of economisch oogpunt niet kunnen worden nageleefd.

De Regering kan de toepassingsmodaliteiten van dit artikel omschrijven.

TITEL III. — *Berekeningsmethode van de energieprestatie van de gebouwen*

Art. 237/3. De energieprestatie van de gebouwen in de zin van artikel 237/1, 5° wordt berekend op basis van de door de Regering bepaalde methode.

De Regering bepaalt de toepassingsmodaliteiten van de berekeningsmethode.

Art. 237/4. In de berekeningsmethode van de energieprestatie worden ten minste de volgende elementen opgenomen :

- 1° de thermische eigenschappen, meer bepaald het omhulsel en de interne indelingen en de luchtdichtheid van het gebouw;
- 2° de verwarmingsvoorzieningen en de warmwaterinstallaties, met inbegrip van hun eigenschappen inzake isolatie;
- 3° de klimaatregelingsinstallatie;
- 4° de ventilatie, met inbegrip van de natuurlijke ventilatie;
- 5° de vestiging, de dichtheid en de ligging van het gebouw, met inbegrip van het buitenklimaat en de vestiging in een groep gebouwen;
- 6° de passieve zonneënergiesystemen en de zonnebescherming;
- 7° de kwaliteit van het binnenklimaat, met inbegrip van het verwachte binnenklimaat;
- 8° wat de niet-residentiële sector betreft, de natuurlijke verlichting en de geïntegreerde verlichtingsinstallatie.

In voorkomend geval worden de volgende elementen ook in aanmerking genomen :

- 1° de actieve zonneënergiesystemen en andere verwarmings- en energieproductiesystemen die een beroep doen op hernieuwbare energiebronnen;
- 2° de door een hoogrenderende warmtekrachtkoppelinginstallatie geproduceerde elektriciteit en warmte;
- 3° de stedelijke of gemeenschappelijke verwarmings- en afkoelingssystemen;
- 4° de natuurlijke verlichting.

Art. 237/5. Voor de toepassing van de berekeningsmethode worden het gebouw in zijn geheel of delen ervan die zijn ontworpen of gewijzigd om afzonderlijk te worden gebruikt, gerangschikt volgens de volgende bestemmingen :

- 1° de individuele woningen;
- 2° de appartementsgebouwen;
- 3° de gebouwen voor collectieve huisvesting;
- 4° de kantoor- en dienstgebouwen, met inbegrip van de gebouwen gebruikt voor de uitoefening van een vrij beroep;
- 5° de gebouwen bestemd voor het onderwijs;
- 6° de ziekenhuizen en klinieken;
- 7° de gebouwen van de Horecasector;
- 8° de sportinstallaties;
- 9° de gebouwen die winkels herbergen;
- 10° de andere soorten gebouwen in functie van de specificiteit van hun energieverbruik.

Art. 237/6. De parameters van de berekeningsmethode worden door de Regering aangepast naargelang zij wordt toegepast op de bepaling van het peil van energieprestatie bereikt door :

- 1° een nieuw gebouw bedoeld in artikel 237/10;
- 2° een bestaand gebouw bedoeld in artikel 237/9;
- 3° een ander gebouw bedoeld in artikel 237/11;
- 4° een gebouw bedoeld in artikel 237/28.

Art. 237/7. Wanneer gebruik is gemaakt van innovatieve concepten of technologieën die bij de vigerende berekeningsmethode niet worden meegerekend, kan de E.P.B.-aangever de toestemming aan de Regering aanvragen om gebruik te maken van een alternatieve berekeningsmethode aan de hand waarvan beoordeeld kan worden of het gebouw beantwoordt aan de E.P.B.-eisen. De Regering kan die toestemming verlenen als de prestatie van de innovatieve concepten of technologieën wordt bewezen.

Art. 237/8. De Regering maakt een evaluatie, minstens om de vijf jaar, van de berekeningsmethode van de energieprestatie van de gebouwen en kan die aanpassen rekening houdende met de in de bouwsector geboekte technische en technologische vooruitgang.

TITEL IV. — *Eisen op het vlak van de energieprestatie van de gebouwen*

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Art. 237/9. Voor zover het gebonden is aan een vergunning in de zin van artikel 237/1, 1°, wordt ieder bestaand gebouw met een totale nuttige oppervlakte groter dan 1 000 m² waaraan belangrijke renovatiewerken worden uitgevoerd, ertoe gehouden de E.P.B.-eisen in acht te nemen, namelijk :

- ofwel wanneer het het voorwerp van werken uitmaakt betreffende ten minste een vierde van zijn omhulsel;
- ofwel wanneer de totale kost van de renovatie van het omhulsel of van de energetische installaties groter is dan 25 % van de waarde van het gebouw; de waarde van de grond waarop het gebouw ligt is niet inbegrepen in de waarde van het gebouw.

Art. 237/10. Voor zover het gebonden is aan een vergunning in de zin van artikel 237/1, 1°, wordt ieder nieuw gebouw, namelijk ieder te bouwen of te herbouwen gebouw, ertoe gehouden de E.P.B.-eisen in acht te nemen.

Bovendien wordt voor ieder nieuw gebouw bedoeld in lid 1 met een totale nuttige oppervlakte groter dan 1 000 m² een technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie vereist.

Art. 237/11. De Regering kan andere gebouwen dan die bedoeld in dit hoofdstuk onderwerpen aan de inachtneming van de E.P.B.-eisen.

De handelingen en werken bedoeld in artikel 84, § 2, lid 2, 1° worden onderworpen aan de inachtneming van de E.P.B.-eisen.

HOOFDSTUK II. — *Bepaling van de minimale eisen op het vlak van de energieprestatie*

Art. 237/12. De E.P.B.-eisen hebben tot doel een minimaal peil op het vlak van de energieprestatie van de gebouwen te bereiken of de energieprestatie van de gebouwen te verbeteren.

De Regering baseert zich op de berekeningsmethode van de energieprestatie van de gebouwen om de E.P.B.-eisen te bepalen.

De eisen moeten rekening houden met de algemene voorwaarden die het binnenklimaat karakteriseren.

De E.P.B.-eisen mogen niet in strijd zijn met andere essentiële eisen zoals de bereikbaarheid, de veiligheid en de bestemming van het gebouw. In geval van renovatie van een bestaand gebouw mogen de E.P.B.-eisen niet onverenigbaar zijn met de functie, de kwaliteit of het karakter van het gebouw.

Art. 237/13. De E.P.B.-eisen worden vastgesteld ofwel voor het gebouw in zijn geheel, ofwel voor delen ervan die zijn ontworpen of aangepast om afzonderlijk te worden gebruikt.

In geval van renovatie van een bestaand gebouw mogen echter de E.P.B.-eisen slechts betrekking hebben op de systemen of de componenten in verband met de E.P.B.

Art. 237/14. De E.P.B.-eisen kunnen worden gedifferentieerd :

- 1° naargelang van het type gebouw : nieuw of bestaand gebouw;
- 2° naargelang van de bestemming van het gebouw;
- 3° naargelang van de ouderdom van het gebouw;
- 4° naargelang van de totale nuttige oppervlakte van het gebouw;
- 5° naargelang van de vestiging van het gebouw : tweegevelgebouw, driegevelgebouw of alleenstaand gebouw;
- 6° in voorkomend geval, naargelang van de aard van de geplande renovatiewerken.

Art. 237/15. De Regering maakt minstens om de vijf jaar een evaluatie van de E.P.B.-eisen en kan die desnoods aanpassen rekening houdende met de in de bouwsector technische en technologische geboekte vooruitgang.

HOOFDSTUK III. — *Technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie*

Art. 237/16. De technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie analyseert de mogelijkheid om alternatieve energieproductie- en gebruikssystemen te gebruiken, zoals :

- 1° gedecentraliseerde systemen voor energievoorziening gebaseerd op hernieuwbare energiebronnen;
- 2° hoogrenderende warmtekraftkoppeling;
- 3° de stedelijke of gemeenschappelijke verwarmings- of afkoelingssystemen, indien beschikbaar;
- 4° warmtepompen.

De technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie bevat minstens de volgende elementen :

- de voorstelling van de energiebehoeften waarin voorzien dient te worden en het energieverbruik;
- een raming van de berekening van de technische dimensionering en de referentiegrootheden alsook de werkhypothesen waarvan gebruik is gemaakt voor die berekening;
- in voorkomend geval, een evaluatie van de dwingende gebruiksvoorwaarden, meer bepaald in termen van onderhoud, beschikbaarheid en type van geplande brandstof;
- een evaluatie van de energiebesparingen;
- een raming van de economische kost en van het terugverdieneffect.

De Regering kan de inhoud van de technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie aanvullen.

Art. 237/17. De Regering kan de vorm van de technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie bepalen.

HOOFDSTUK IV. — *Oprachten van de aangever, de E.P.B.-verantwoordelijke en de auteur van de technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie*

Art. 237/18. § 1. De E.P.B.-aangever is de natuurlijke of rechtspersoon die de E.P.B.-eisen moet naleven, namelijk :

- 1° ofwel de bouwheer;
- 2° ofwel de koper als de volgende voorwaarden gelijktijdig worden vervuld :
 - a. in de verkoopakte wordt vermeld dat de kennisgevingsverplichting van de initiële of definitieve E.P.B.-aangifte(n) aan de koper is overgedragen;
 - b. bij de verkoopakte wordt een verslag gevoegd dat ondertekend is door de bouwheer, de E.P.B.-verantwoordelijke en de koper, dat het volgende bevat :
 - ofwel, bij de verkoop op plan van een nog te bouwen gebouw, een beschrijving van alle maatregelen die uitgevoerd moeten worden om aan de EPB-eisen te voldoen;
 - ofwel, bij de verkoop van een gebouw in opbouw, een beschrijving van alle maatregelen die zijn uitgevoerd of die uitgevoerd moeten worden om aan de EPB-eisen te voldoen.

§ 2. Binnen de termijn en in de vorm bepaald in hoofdstuk 5 dient de aangever bij zijn vergunningsaanvraag de E.P.B.-verbintenis, de initiële E.P.B.-aangifte; de E.P.B.-slotaangifte alsook, in voorkomend geval, de technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie te voegen of mede te delen.

Art. 237/19. § 1. De E.P.B.-verantwoordelijke is de door de aangever aangewezen natuurlijke of rechtspersoon, namelijk :

- ofwel de architect van het project;
- ofwel de door de Regering erkende persoon; de Regering erkent, volgens de door haar bepaalde criteria en procedure, de personen die tot E.P.B.-verantwoordelijke kunnen worden aangesteld.

§ 2. De E.P.B.-verantwoordelijke is belast met het ontwerp en de omschrijving van de maatregelen die uitgevoerd moeten worden om aan de E.P.B.-eisen te voldoen alsook met de controle van de uitvoering van de werken betreffende de E.P.B.

De architect, de aannemer en de aangever moeten aan de E.P.B.-verantwoordelijke alle documenten of informatie verstrekken die noodzakelijk zijn voor de opvolging van het project. De E.P.B.-verantwoordelijke heeft vrije toegang tot de bouwplaats voor zover dit nodig is voor het uitvoeren van de toevertrouwde opdrachten.

Wanneer de E.P.B.-verantwoordelijke vaststelt dat hij tijdens de realisatie van het project afwijkt of zou kunnen afwijken van de geldende E.P.B.-eisen, licht hij er onmiddellijk per schrijven, de aangever en de architect belast met de controle van de uitvoering van de werken in, indien laatstgenoemde niet de E.P.B.-verantwoordelijke is.

De E.P.B.-verantwoordelijke is jegens de aangever aansprakelijk voor de onmogelijkheid die aan hem te wijten is om, binnen de termijn bedoeld in hoofdstuk 5, de initiële of de E.P.B.-slotaangifte bekend te maken.

Art. 237/20. De auteur van de technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie is de door de aangever aangewezen natuurlijke of rechtspersoon, die met de uitvoering van de technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie is belast.

De Regering erkent, volgens de door haar bepaalde criteria en procedure, de personen die met de uitvoering van die studie kunnen worden belast.

HOOFDSTUK V. — *Procedures*

Afdeling 1. — Gebouwen waarvoor een technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie wordt vereist

Art. 237/21. Deze afdeling is van toepassing op ieder nieuw gebouw bedoeld in artikel 237/10, lid 2.

Art. 237/22. § 1. De E.P.B.-verplichting alsook de technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie worden, op straffe van niet-ontvankelijkheid, bij het vergunningsaanvraagdossier gevoegd.

Naast de elementen bedoeld in artikel 237/1, 10°, bevat de E.P.B.-verplichting de keuze van de vooropgestelde technieken en voorzieningen in functie van de aanbevelingen vervat in de technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie.

§ 2. De initiële E.P.B.-aangifte wordt opgesteld door de E.P.B.-verantwoordelijke en wordt door hem en de aangever ondertekend. Het schrijven bedoeld in artikel 134, eerste lid, bevat de initiële E.P.B.-aangifte.

§ 3. De E.P.B.-slotaangifte wordt opgesteld door de E.P.B.-verantwoordelijke en wordt door hem en de aangever ondertekend. Ze wordt door de aangever per schrijven gericht aan het gemeentecollege of wordt tegen ontvangstbewijs neergelegd op het gemeentehuis :

- binnen zes maanden na oplevering van de handelingen en werken of,
- bij gebreke van de oplevering, binnen achttien maanden, ofwel van de ingebruikneming van het gebouw, ofwel van de beëindiging van de werken. Het vertrekpunt van de termijn van achttien maanden wordt door het ontstaan van de eerste van die twee gebeurtenissen bepaald.

Binnen dezelfde termijn richt de aangever per schrijven een afschrift van de E.P.B.-slotaangifte aan de gemachtigde ambtenaar.

Afdeling 2. — Gebouwen waarvoor een technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie wordt niet vereist

Art. 237/23. Deze afdeling is van toepassing op ieder bestaand gebouw bedoeld in artikel 237/9 alsook op ieder nieuw gebouw bedoeld in artikel 237/10, lid 1.

Art. 237/24. § 1. De E.P.B.-verplichting wordt, op straffe van niet-ontvankelijkheid, bij de vergunningsaanvraag gevoegd.

§ 2. De initiële E.P.B.-aangifte wordt opgesteld door de E.P.B.-verantwoordelijke en wordt door hem en de aangever ondertekend. Het schrijven bedoeld in artikel 134, eerste lid, bevat de initiële E.P.B.-aangifte.

§ 3. De E.P.B.-slotaangifte wordt opgesteld door de E.P.B.-verantwoordelijke en wordt door hem en de aangever ondertekend. Ze wordt door de aangever per schrijven gericht aan het gemeentecollege of wordt tegen ontvangstbewijs neergelegd op het gemeentehuis :

- binnen zes maanden na ontvangst van de handelingen en werken of,
- bij gebreke van ontvangst, binnen achttien maanden, ofwel van de ingebruikneming van het gebouw, ofwel van de beëindiging van de werken. Het vertrekpunt van de termijn van achttien maanden wordt door het ontstaan van de eerste van die twee gebeurtenissen bepaald.

Binnen dezelfde termijn richt de aangever per schrijven een afschrift van de E.P.B.-slotaangifte aan de gemachtigde ambtenaar.

Afdeling 3. — Andere gebouwen

Art. 237/25. De Regering bepaalt de procedure die toepasbaar is op de andere gebouwen bedoeld in artikel 237/11.

Afdeling 4. — Modaliteiten

Art. 237/26. De Regering bepaalt de vorm, de inhoud alsook de toepassingsmodaliteiten van de E.P.B.-verplichting, de initiële E.P.B.-aangifte en de E.P.B.-slotaangifte.

TITEL V. — *Energieprestatiecertificaat van de gebouwen*

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Art. 237/27. Het E.P.B.-certificaat, opgesteld op basis van de berekeningsmethode bepaald in titel III, bevat de referentiewaarden die de evaluatie van de energieprestatie van het gebouw mogelijk maken alsook de aanbevelingen gericht op de verbetering, volgens de criteria van kosteneffectiviteit van de E.P.B.

De Regering bepaalt de vorm, de inhoud alsook de toepassingsmodaliteiten van het E.P.B.-certificaat.

Art. 237/28. § 1. Voor ieder gebouw te bouwen of in opbouw moet de eigenaar na afloop van de handelingen en werken over het E.P.B.-certificaat beschikken, volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 237/31.

Voor ieder bestaand gebouw moet de eigenaar of de houder van een zakelijk recht over het E.P.B.-certificaat beschikken, volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 237/31 :

- bij de opstelling van een akte die een persoonlijk genotsrecht verleent;
- bij de opstelling van iedere akte tot aanwijzing, overdracht of oprichting van een zakelijk recht, met uitsluiting van de hypotheek of het onderpand; dit geldt evenwel niet voor de onopzettelijke akten, noch voor de akten van verdeling waarmee uit een onverdeeldheid van erfrechten gestapt wordt.

In geval van verhuur moet de eigenaar het E.P.B.-certificaat ter beschikking stellen van de kandidaat-huurder op eenvoudig verzoek van deze laatste.

§ 2. Voor ieder openbaar gebouw of ieder gebouw voor gemeenschapsvoorzieningen alsook ieder gebouw gebruikt door de overheid, dat toegankelijk is voor het publiek en met een totale nuttige oppervlakte groter dan 1 000 m² moet een geldig E.P.B.-certificaat aangeplakt worden, dat duidelijk leesbaar en zichtbaar is door het publiek.

§ 3. In eenzelfde gebouw, voor de appartementen of voor de eenheden die zijn ontworpen voor verschillende toepassingen kan de certificering opgesteld worden op basis van :

- ofwel een gemeenschappelijke certificering voor het gebouw in zijn geheel indien het uitgerust is met een gemeenschappelijk verwarmingssysteem;
- ofwel de evaluatie van een ander representatief appartement of eenheid gelegen in hetzelfde gebouw.

Art. 237/29. De maximale geldigheidsduur van het E.P.B.-certificaat is 10 jaar.

De Regering kan de modaliteiten bepalen die van toepassing zijn op de vernieuwing van het E.P.B.-certificaat. In voorkomend geval worden de regels betreffende de opstelling van het E.P.B.-certificaat van toepassing op zijn vernieuwing.

HOOFDSTUK II. — *Opdracht van de certificeerder*

Art. 237/30. De E.P.B.-certificeerder is de door de aangever aangewezen natuurlijke of rechtspersoon, die is belast met de opstelling van het E.P.B.-certificaat bedoeld in artikel 237/31, lid 1.

De Regering erkent, volgens de door haar bepaalde criteria en procedure, de personen die tot E.P.B.-certificeerder kunnen worden aangesteld.

HOOFDSTUK III. — *Procedures*

Art. 237/31. De eigenaar of de houder van een zakelijk recht bedoeld in artikel 237/28, § 1, alsook de eigenaar van ieder gebouw bedoeld in artikel 237/28, § 2 wijst de E.P.B.-certificeerder aan die belast is met de opstelling van het E.P.B.-certificaat.

In afwijking van vorig lid wordt voor de bouw van een nieuw gebouw bedoeld in artikel 237/10 het certificaat opgesteld en bekendgemaakt door iedere ambtenaar en ieder personeelslid aangewezen door de Regering op basis van de laatste E.P.B.-aangifte.

De Regering bepaalt de toepassingsmodaliteiten van dit artikel.

TITEL VI. — *Bepalingen ter bevordering van de energieprestatie van de gebouwen*

Art. 237/32. Voor de productie van sanitair warm water dient men, voor ieder bestaand gebouw bedoeld in artikel 237/9 en ieder nieuw gebouw bedoeld in artikel 237/10, een of meerdere thermische zonnecollectoren te plaatsen of ieder ander systeem dat een energiebesparing mogelijk maakt die ten minste gelijk is aan de besparing die door de plaatsing van die zonnecollectoren wordt gerealiseerd, indien hun plaatsing technisch wordt gerechtvaardigd en dat een minimaal rendement wordt gewaarborgd.

De Regering bepaalt de toepassingsmodaliteiten van dit artikel.

Art. 237/33. De voorschriften van de gemeentelijke plannen van aanleg en van de gemeentelijke stedenbouwkundige reglementen, alsook de plannen en voorschriften bedoeld in artikel 92, bepalen dat er in ieder gebouw onderworpen aan de eisen van energieprestatie van de gebouwen overeenkomstig titel IV, een of meerdere thermische zonnecollectoren voor de productie van sanitair warm water worden opgenomen, of ieder ander systeem dat een energiebesparing mogelijk maakt die ten minste gelijk is aan de besparing die door de plaatsing van die zonnecollectoren wordt gerealiseerd.

Art. 237/34. Binnen de perken van de daartoe op de begroting van het Waalse Gewest opgenomen kredieten mag de Regering toelagen toekennen voor de energieprestatie van de gebouwen, volgens de vormen en de toekenningsvoorwaarden die zij bepaalt.

In het kader van de toekenning van de toelagen kan de Regering de criteria bepalen die vervuld moeten worden om als passief gebouw of als gebouw met een laag energieverbruik gekwalificeerd te worden.

TITEL VII. — *Straffen*

HOOFDSTUK I. — *Intrekking van de erkenning*

Art. 237/35. De Regering bepaalt de regels voor de intrekking van de erkenning van de in de artikelen 237/19, § 1, tweede streepje, 237/20 en 237/30 bedoelde personen.

De erkenning kan tijdelijk of definitief worden ingetrokken, namelijk als de Regering, na een eerste behoorlijk betekende waarschuwing, vaststelt dat wat volgt kwalitatief duidelijk te wensen overlaat :

- 1° de E.P.B.-slotaangifte;
- 2° de technische, ecologische en economische haalbaarheidsstudie;
- 3° het E.P.B.-certificaat.

Als vastgesteld wordt dat, overeenkomstig artikel 237/36, § 1, 4°, de E.P.B.-verantwoordelijke in het kader van zijn opdracht aan de E.P.B.-eisen niet heeft voldaan, dan wordt de erkenning van rechtswege ingetrokken.

HOOFDSTUK II. — *Administratieve gelboetes*

Art. 237/36. § 1. De volgende tekortkomingen worden gestraft met een administratieve gelboete :

- 1° wat de aangever betreft, het feit dat de initiële aangifte wordt niet bekendgemaakt;
- 2° wat de aangever betreft, het feit dat de definitieve aangifte wordt niet bekendgemaakt;
- 3° wat de E.P.B.-verantwoordelijke betreft, het feit dat de E.P.B.-slotaangifte onjuist wordt ingevuld;
- 4° wat de aangever, de E.P.B.-verantwoordelijke, de architect of de aannemer betreft, ieder wat hem betreft, het feit dat ze aan de E.P.B.-eisen niet voldoen;
- 5° wat de eigenaar of de houder van een zakelijk recht betreft, het feit dat ze in voorkomende gevallen niet over een geldig E.P.B.-certificaat beschikken.

§ 2. Het bedrag van de administratieve gelboete ligt tussen 250 euro en 50.000 euro.

De Regering bepaalt de toepassingsmodaliteiten en de modaliteiten van de berekening van de administratieve gelboete.

Art. 237/37. § 1. De gemachtigde ambtenaar, de ambtenaar of het personeelslid aangewezen door de Regering, alsook de burgemeester of zijn afgevaardigde, zijn bevoegd om de in artikel 237/36, § 1 omschreven misdrijven op te sporen en vast te stellen bij proces-verbaal. Ze beschikken over de prerogatieven die aan de in artikel 156 bedoelde ambtenaren en personeelsleden worden toegekend.

§ 2. Het proces-verbaal wordt door een van de in paragraaf 1 bedoelde personen opgemaakt. De overheid die het proces-verbaal opmaakt geeft onmiddellijk schriftelijk kennis ervan aan de overtreder alsook aan de andere overheden bedoeld in de eerste paragraaf. Door deze verzending mag iedere andere overheid geen proces-verbaal opmaken voor eenzelfde tekortkoming.

De bekendmaking van het proces-verbaal vermeldt de toepasselijke bepalingen alsook de plaats, de datum en het uur van het voorafgaand verhoor van de overtreder dat ten vroegste twintig dagen na de verzending van het proces-verbaal plaatsvindt. Er wordt een proces-verbaal van het verhoor opgemaakt.

§ 3. Na de overtreder in de mogelijkheid te hebben gesteld om tijdens het verhoor zijn verweermiddelen voor te leggen, eventueel bijgestaan of vertegenwoordigd door een advocaat of door een deskundige, beslist de overheid die het proces-verbaal heeft opgemaakt, of er reden is een administratieve geldboete op te leggen en bepaalt het bedrag ervan alsook de vervaldatum van betaling.

De beslissing van de gemachtigde ambtenaar, van iedere ambtenaar en ieder personeelslid aangewezen door de Regering, of van de burgemeester of zijn afgevaardigde, is behoorlijk met redenen omkleed en vermeldt de mogelijkheid tot beroep en de termijn voor de indiening ervan. Op straffe van nietigheid wordt de beslissing binnen de dertig dagen van het verhoor aan de overtreder bekendgemaakt.

§ 4. De storting van het bedrag van de administratieve geldboete wordt verricht :

- ofwel wanneer de geldboete wordt opgelegd door de gemachtigde ambtenaar of iedere ambtenaar of personeelslid aangewezen door de Regering, in handen van de ontvanger der registratie op de rekening van het Energiefonds ingesteld bij het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt;
- ofwel, wanneer de geldboete wordt opgelegd door de burgemeester of zijn afgevaardigde, in handen van de gemeenteontvanger op een speciale rekening van de begroting van de gemeente.

§ 5. In voorkomend geval mag de burgemeester zijn bevoegdheden terzake van geldboetes overdragen aan de personeelsleden die aan de voorwaarden vastgelegd in artikel 119*bis* van de nieuwe gemeentewet voldoen.

Art. 237/38. De overtreder beschikt over een verhaalsrecht op de in artikel 237/37, § 3 bedoelde beslissing. Binnen een termijn van twee maanden te rekenen vanaf de ontvangst van de beslissing wordt het beroep, op straffe van verval, ingesteld bij wijze van verzoekschrift bij de Politierechtbank. Het beroep bij de Politierechtsbank is een beroep met volle rechtsmacht.

Het beroep schorst de uitvoering van de in artikel 237/37, § 3 bedoelde beslissing.

Het vonnis van de Politierechtbank is niet vatbaar voor hoger beroep.

Art. 237/39. Indien de overtreder in gebreke blijft de geldboete te betalen, wordt de in kracht van gewijsde gegane beslissing bedoeld in artikel 237/37, § 3, of het vonnis van de Politierechtbank aan de Afdeling Thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest overgemaakt, met het oog op de invordering van het bedrag van de administratieve geldboete.

Het bedrag van de administratieve geldboete wordt dan terugbetaald :

- ofwel wanneer de geldboete door de gemachtigde ambtenaar of iedere ambtenaar of personeelslid aangewezen door de Regering wordt opgelegd, in handen van de ontvanger der registratie op de rekening van het Energiefonds bedoeld in artikel 237/37, § 4, eerste streepje;
- ofwel, wanneer de geldboete door de burgemeester of zijn afgevaardigde wordt opgelegd, in handen van de gemeenteontvanger bedoeld in artikel 237/37, § 4, tweede streepje. »

Art. 11. Boek IV, met als opschrift "Uitvoeringsmaatregelen", van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als Boek V.

Art. 12. In artikel 38, § 1 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt wordt een 10° ingevoegd, luidend als volgt :

« 10° door de opbrengst van de administratieve geldboeten bedoeld in titel VII van Boek IV van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en Energie. »

Art. 13. In artikel 97, lid 3, vijfde streepje van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning worden de woorden "Boeken II en III" vervangen door de woorden "Boeken II, III en IV".

Art. 14. De voorschriften van de gemeentelijke plannen van aanleg en van de gemeentelijke stedenbouwkundige reglementen, alsook de plannen en voorschriften bedoeld in artikel 92 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium die het plaatsen van de installaties verbieden bedoeld in artikel 237/33 van Boek IV sub artikel 10 van dit kaderdecreet voor de gebouwen onderworpen aan de eisen van energieprestatie van de gebouwen overeenkomstig titel IV worden opgeheven, behalve voor de gebouwen opgenomen in de inventaris van het patrimonium bedoeld in artikel 192 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium alsook voor de gebouwen bedoeld in artikel 185, lid 2, *a.* en *b.* van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium die zijn beschermd of ingeschreven op de bewaarlijst.

Art. 15. De aanvraag om een stedenbouwkundig attest of om een vergunning waarvan het ontvangstbewijs dateert van vóór de datum van inwerkingtreding van dit kaderdecreet kan worden voortgezet volgens de vóór die datum vigerende procedure.

Art. 16. In artikel 5, § 9 van het decreet van 23 maart 2005 houdende oprichting van een gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten dat moet zorgen voor de opvolging en de controle op de beheersplannen van de gemeenten en provincies en dat het financiële evenwicht van de gemeenten en provincies van het Waalse Gewest moet helpen handhaven, zoals gewijzigd bij het decreet van 18 januari 2007 worden de woorden "de scholen en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn" ingevoegd tussen de woorden "de verenigingen van gemeenten" en de woorden "en politiezones".

Art. 17. Dit kaderdecreet heeft uitwerking met ingang van de datum van inwerkingtreding van de uitvoeringsbesluiten bedoeld in de artikelen 237/3, 237/12, 237/19, § 1, tweede streepje en 237/20 van Boek IV sub artikel 10 van dit kaderdecreet.

Artikel 16 van dit decreet treedt toch in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 18. De Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van titel V van Boek IV sub artikel 10 van dit kaderdecreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 april 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,

M. DAERDEN

De Minister van Vorming,

Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2006-2007.*

Stukken van het Waals Parlement 560 (2006-2007), nrs. 1 tot 12.

Volledig verslag, openbare vergadering van 18 april 2007.

Bespreking - Stemmingen.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 2149 (2007 — 1796)

[2007/201674]

24 AVRIL 2007. — Arrêté ministériel définissant le modèle de rapport de réunion de la Commission locale d'avis de coupure de gaz et d'électricité. — Errata

Dans les annexes I^e et II de l'arrêté ministériel susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 4 mai 2007 à la page 23853, les termes "loi du 4 septembre 1992" doivent être remplacés par "loi du 4 septembre 2002".

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 2149 (2007 — 1796)

[2007/201674]

24. APRIL 2007 — Ministerialerlass zur Festlegung des Musters für den Versammlungsbericht der lokalen Kommission für die Begutachtung der Gas- und Stromsperrung. — Errata

In den Anlagen I und II zum oben erwähnten Ministerialerlass, der im *Belgischen Staatsblatt* vom 4. Mai 2007 auf Seite 23853 veröffentlicht worden ist, muss der Wortlaut "Gesetz vom 4. September 1992" durch den Wortlaut "Gesetz vom 4. September 2002" ersetzt werden.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 2149 (2007 — 1796)

[2007/201674]

24 APRIL 2007. — Ministerieel besluit tot bepaling van het model van vergaderingsverslag van de Plaatselijke commissie inzake bericht van gas- en stroomonderbreking. — Errata

In de bijlagen I en II bij bovenbedoeld ministerieel besluit, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 4 mei 2007 op blz. 23853, moeten de woorden "wet van 4 september 1992" vervangen worden door de woorden "wet van 4 september 2002".